PRESENTS

DOUETTE Emmanuel, Député-Bourgmestre - Président ;
JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, Echevins ;
OTER Pol, Président du CPAS ;
RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, VOLONT Sandrine, GERGAY Audrey, VOLONT Johan, DOSSOGNE François, SNYERS Amélie, MANTULET Mélanie, DEVILLERS Jean-Yves, DECROUPETTE Jean-Paul, Membres ;
DEBROUX Amélie, Directrice générale.

EXCUSES

DEGROOT Florence, Echevine ;
FYON Thomas, Membre ;

Début de séance : 20h30

Séance publique

1. Informations

- Prise de connaissance de l'arrêté du 17 novembre 2023 de M. Christophe Collignon, Ministre du logement, des pouvoirs locaux et de la Ville, approuvant la délibération du Conseil communal du 19 octobre 2023 établissant, dès l'entrée en vigueur du présent règlement et pour une période expirant le 31 décembre 2023, une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur, leurs remorques ou éléments sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

2. Centre Public d'Action Sociale (CPAS) - Budget toutes comptabilités (CPAS et ETA "L'Aurore") pour l'exercice 2024 - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu la Loi organique du 08 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale ;

Vu le Décret du 23 janvier 2014 modifiant certaines dispositions de la Loi organique du 08 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale, et notamment son article 88 ;

Vu la Circulaire budgétaire du 19 juillet 2022 et relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2023 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale en date du 22 novembre 2023 approuvant le budget toutes comptabilités pour l'exercice 2024 du Centre Public d'Action Sociale et de l'ETA L'Aurore ;

Considérant que ce budget prévoit, au service ordinaire, une intervention communale d'un montant total de deux millions trente-trois mille euros (2.033.000,00€), réparti de la manière suivante : 1.900.000,00€ de dotation communale et 133.000,00€ (dont 42.121,82€ pour les travailleurs de l'ETA) d'intervention de la commune dans le cadre du second pilier de pension pour les contractuels ;

Considérant l'avis de légalité favorable du Directeur financier du Centre Public d'Action Sociale rendu le 22 novembre 2023 ;

Considérant le procès-verbal de la réunion du comité de concertation Ville/CPAS qui s'est tenue le 17 novembre 2023, fixant notamment la dotation communale envers le CPAS pour l'année 2024 et portant également sur le rapport annuel des synergies pour l'année 2023 ;

Considérant qu'en date du 12 décembre 2023, le Centre Régional d'Aide aux Communes (CRAC) a rendu un avis favorable sur le budget 2024 du CPAS et de l'ETA et soulève les remarques suivantes :

« *Le Centre tient à souligner :*

- *l'association préalable aux travaux budgétaires ;*
- *le strict équilibre à l'exercice global ;*
- *le respect des coefficients de la balise des dépenses de personnel (avec un léger dépassement prévu à partir de 2028) ;*
- *le respect des coefficients de la balise des dépenses de fonctionnement ;*
- *par rapport à la trajectoire du plan de gestion, l'augmentation des recettes globales permet de compenser intégralement l'augmentation des dépenses ;*
- *l'équilibre à l'exercice global sur l'entièreté de la trajectoire budgétaire.*

Il met en évidence cependant :

- *le dépassement de la dotation communale prévue au plan de gestion de 33.000,00€ en raison du passage du taux de cotisation au deuxième pilier de 3,00% à 4,00% ;*
- *la différence entre les montants des dotations communales entre la Commune et le CPAS sur la trajectoire pour 2025, 2026 et 2028.*

Attente du Centre :

- *le rétablissement de la cohérence entre les dotations communales dans les tableaux de bord de la Commune et du CPAS pour les années concernées. » ;*

Considérant l'avis du Directeur financier émis en date du 12 décembre 2023 ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

Par 18 voix pour (DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, OTER Pol) et 5 abstentions (DECROUPETTE Jean-Paul, DOSSOGNE François, VOLONT Johan, RENSON Carine, VOLONT Sandrine) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver les budgets ordinaire et extraordinaire pour l'exercice 2024 pour toutes les comptabilités du Centre Public d'Action Sociale (CPAS et de l'ETA L'Aurore), tels qu'adoptés par le Conseil de l'Action Sociale en sa séance du 22 novembre 2023 aux montants repris ci-après :

Service ordinaire

<u>Libellé</u>	<u>CPAS</u>	<u>ETA L'AURORE</u>	<u>TOTAL GENERAL</u>
Nouveau montant des dépenses et des recettes	11.940.553,60€	1.741.099,31€	13.681.652,91€

Service extraordinaire

<u>Libellé</u>	<u>CPAS</u>	<u>ETA L'AURORE</u>	<u>TOTAL GENERAL</u>
Nouveau montant des dépenses et des recettes	1.255.857,00€	106.000,00€	1.361.857,00€

Article 2 – Le Conseil communal approuve la dotation communale d'un montant de 2.033.000,00€ (1.900.000,00€ de dotation communale et 133.000,00€ (dont 42.121,82€ pour les travailleurs de l'ETA d'intervention de la commune dans le cadre du second pilier de pension pour les contractuels), qui sera versée mensuellement en fonction des disponibilités de trésorerie de la Ville et des besoins de trésorerie du CPAS.

Article 3 - Le Conseil communal invite le CPAS à répondre à toutes les demandes du Centre Régional d'Aide aux Communes (CRAC) dans les prochains travaux budgétaires.

Article 4 - Le présent arrêté sera annexé au budget dont il est question à l'article 1^{er} du Centre Public d'Action Sociale et transmis à Monsieur le Président du Centre.

3. Intercommunale "ECETIA" - Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2023 - Vote sur les points inscrits à l'ordre du jour - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (en abrégé CDLD), et notamment les articles L 1122 - 30, L 1512 - 3 et L 1523 - 1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 août 2022, désignant les 5 délégués communaux pour siéger au sein des assemblées générales de l'intercommunale "Ectetia" suite aux élections communales du 14 octobre 2018 ;

Considérant qu'en effet, la Ville doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale "ECETIA" par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'intercommunale "ECETIA";

Considérant les statuts de l'intercommunale "ECETIA" ;

Considérant le courrier du 8 novembre 2023 de Monsieur le Directeur général de l'intercommunale ECETIA, convoquant l'assemblée générale ordinaire pour le 19 décembre 2023 à 18 heures à la Ferme de Hepsée, rue d'Hepsée, 9B à 4537 VERLAINE ;

Considérant que l'ordre du jour de l'assemblée générale s'établit comme suit :

1. Plan stratégique 2023, 2024, 2025 - Evaluation ;
2. Contrôle de l'obligation visée à l'article L1532-1er bis alinéa 2 du CDLD ;
3. Lecture et approbation du PV en séance ;

Considérant que dès lors, le Conseil communal doit se prononcer sur tous les points de cet ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient de soumettre au suffrage du Conseil communal tous les points des l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale "Ectia" ;

Considérant que la présente délibération ne pourra être prise en considération que dans la mesure où au moins un des 5 délégués est présent physiquement à l'assemblée générale ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de voter en faveur de l'adoption de tous les points suivants inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire et repris ci-après :

1. Plan stratégique 2023, 2024, 2025 - Evaluation
Le Conseil communal approuve la proposition de présentation de la première évaluation du plan stratégique 2023 - 2024 - 2025.
2. Contrôle de l'obligation visée à l'article L1532-1er bis alinéa 2 du CDLD
Le Conseil communal prend acte de la proposition relative à l'absence de formation des administrateurs durant le second semestre de l'année 2023.
3. Lecture et approbation du PV en séance
Le Conseil communal approuve la proposition de procès-verbal de la présente assemblée générale en séance.

Article 2 - de transmettre sans délai la présente délibération portant sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale, à l'intercommunale d'ECETIA".

4. **Intercommunale "SPI -Agence de développement territorial pour la Province de Liège" - Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2023 - Vote sur les points inscrits à l'ordre du jour - Décision**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, tel que modifié à ce jour ;

Considérant la délibération du Conseil communal du 24 novembre 2022 désignant les 5 délégués communaux pour siéger au sein des assemblées générales de l'intercommunale "SPI" suite aux élections communales du 14 octobre 2018 ;

Considérant l'affiliation de la Ville à la Scrl "Agence de développement territorial pour la Province de Liège (SPI)" ;

Considérant les statuts de l'intercommunale "SPI" ;

Considérant qu'en effet, la Ville doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale "SPI" par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant, à cet égard, le courrier du 16 novembre 2023 adressé par le Président du Conseil d'Administration de l'intercommunale "SPI", nous informant de la tenue de l'assemblée générale ordinaire le mardi 19 décembre 2023 à 18 heures au bâtiment du génie civil sur le site du Val Benoit à Liège ;

Considérant que dès lors, le Conseil doit se prononcer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Plan stratégique 2023-2025 - Etat d'avancement au 30 septembre 2023 ;
2. Démissions et nominations d'Administrateurs (le cas échéant).

Considérant que les délégués rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil communal et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribués à l'associé qu'il représente ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de voter en faveur de l'adoption de tous les points suivants inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire repris ci-après :

1. Plan stratégique 2023-2025 - Etat d'avancement au 30/09/2023
Le Conseil communal approuve la proposition d'état d'avancement du plan stratégique 2023-2025.
2. Démissions et nominations d'Administrateurs (le cas échéant)
Le Conseil communal approuve la proposition de démissions et nominations d'administrateurs.

Article 2 - de transmettre la présente délibération à l'Intercommunale "SPI - Agence de développement territorial en Province de Liège".

5. Intercommunale "RESA" - Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2023 - Vote sur les points inscrits à l'ordre du jour - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122 - 30, L 1512 - 3 , L 1523 - 11 à L 1523 - 14 et l'article L 6511 -2 , 1er, alinéa 2 ;

Vu les délibérations du Conseil communal du :

- 17 juin 2002 désignant le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité "RESA";
- 24 novembre 2022 désignant les 5 délégués communaux aux assemblées générales de l'intercommunale "RESA", à savoir MM. Leclercq, Hougardy, Callut, Devillers et Mme Mantulet ;

Considérant les statuts de l'intercommunale "RESA" ;

Considérant le courrier du 17 novembre 2023 de M. le Directeur général, et la Présidente du Conseil d'administration de l'intercommunale "RESA", convoquant l'assemblée générale ordinaire pour le 20 décembre 2023 à 17 heures 30' ;

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée s'établit comme suit :

1. Évaluation du plan stratégique 2023-2025 ;
2. Pouvoirs ;

Considérant que dès lors, le Conseil communal doit se prononcer sur tous les points de cet ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié aux 5 délégués représentant la Ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale "RESA" du 20 décembre 2023 ;

Considérant que les délégués rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil communal et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribués à l'associé qu'il représente ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de voter en faveur de l'adoption de tous les points suivants inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale repris ci-après :

1. Évaluation du plan stratégique 2023-2025
Le Conseil communal prend connaissance de la proposition d'évaluation du plan stratégique 2023-2025 de la société "RESA" et d'en approuver les termes.
2. Pouvoirs
Le Conseil communal approuve la proposition de donner mandat, pour autant que de besoin, au Directeur général, au Directeur comptable et à l'assistante de direction, chacun avec la faculté d'agir seul et le pouvoir de substitution, pour accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles relatives aux décisions adoptées lors de la présente assemblée générale, y compris auprès du guichet d'entreprise, du greffe du tribunal de commerce compétent, de la banque-Carrefour des entreprises, de la banque nationale de Belgique, du secrétariat social, de l'ONSS, de l'administration de la TVA, de l'administration des impôts sur le revenu et de toute administration, autorité, entité ou personne publique ou privée (y compris employés, clients, fournisseurs, débiteurs et créanciers).

Article 2 - de transmettre cette délibération portant sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale "RESA".

6. Intercommunale "ENODIA" - Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 21 décembre 2023 - Vote sur les points inscrits à l'ordre du jour - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122 - 30, L 1512 - 3 et L 1523 - 1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 novembre 2022 désignant les nouveaux délégués communaux pour siéger au sein des assemblées générales de l'intercommunale "Enodia" et ce, suite aux élections communales du 14 octobre 2018 ;

Considérant qu'en effet, la Ville doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale "Enodia" par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant les statuts de l'intercommunale "Enodia" ;

Considérant le courrier du 20 novembre 2023 de la Présidente et de la Directrice générale du Conseil d'Administration de l'intercommunale "Enodia", convoquant l'assemblée générale ordinaire pour le jeudi 21 décembre à 17 heures 30' au siège social de ladite société ;

Considérant que le Conseil communal doit se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale adressé par l'intercommunale ;

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée s'établit comme suit :

1. Plan stratégique 2023-2025 - 1ere évaluation ;
2. Proposition de distribution du dividende exceptionnel de 150 M € issu de la cession de la participation majoritaire dans VOO SA ;
3. Pouvoirs.

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de voter en faveur de l'adoption de tous les points inscrits à l'ordre du jour, à savoir :

1. Plan stratégique 2023-2025 - 1ere évaluation
Le Conseil communal approuve la proposition de première évaluation du plan stratégique 2023-2025 établie par le Conseil d'administration le 20 novembre 2023.
2. Proposition de distribution du dividende exceptionnel de 150 M € issu de la cession de la participation majoritaire dans VOO SA
Le Conseil communal approuve la proposition de distribution en cours d'exercice du dividende exceptionnel de 150 M € issu de la cession de la participation majoritaire dans VOO SA.
3. Pouvoirs
Le Conseil communal approuve la proposition de donner mandat au Directeur général f.f., à la Directrice financière, au responsable du département finances et au responsable administratif-Instances, chacun avec la faculté d'agir seul et le pouvoir de substitution, pour accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles relatives aux décisions adoptées lors de la présente assemblée générale, y compris auprès du guichet d'entreprise, du greffe du tribunal de l'entreprise compétent, de la banque - carrefour des entreprises, de la Banque Nationale de Belgique, du secrétariat social, de l'ONSS, de l'administration de la TVA, de l'administration des impôts sur le revenu et de toute administration, autorité, entité ou personne publique ou privée (y compris employés, clients, fournisseurs, débiteurs et créanciers).

Article 2 - de transmettre la présente délibération à l'intercommunale "Enodia".

7. Asbl "Taxi Seniors" - Modification de la représentation communale - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement ses articles L 1122-30, L 1122-34, §2 et L 1234-2 ;

Vu la circulaire du 23 octobre 2018 relative à l'installation des nouveaux organes dans les intercommunales, les régies autonomes, les associations de projets, les Asbl et les associations chapitre XII dans le cadre des élections communales du 14 octobre 2018 ;

Vu les statuts de l'Asbl "Taxi-Seniors", et plus particulièrement son article 5 lequel précise "l'association est composé de membres effectifs et de membre adhérents. Le nombre de membres effectifs est fixé à un minimum de 13, dont 11 sont désignés par le Conseil communal de la Ville de Hannut, lors de chaque renouvellement de celui-ci";

Vu les délibérations du Conseil communal des :

- 17 février 2022 désignant comme suit, les représentants de la Ville de Hannut au sein des assemblées générales de l'Asbl "Taxi-seniors" :
Groupe "Liste du Mayor"
 1. Florence DEGROOT ;
 2. Arlette MOTTET ;
 3. Nicole CHARLIER ;
 4. Eric CALLUT ;
 5. Jean-Yves LARUELLE ;
 6. Coralie CARTILIER ;
 7. Sylvie GRAMME ;Groupe H+
 8. Camille DUBOIS ;
 9. Viviane BEINE ;Groupe PS
 10. Danielle FRIX ;Groupe ECOLO
 11. Henri DESSART (membre effectif) et Bruno JACQUES (membre suppléant) ;
- 19 octobre 2023 prenant connaissance de la démission de Monsieur Jean-Yves LARUELLE du groupe politique "LMR" ;
- de ce jour prenant connaissance de la démission de Monsieur Jean-Yves LARUELLE de ses fonctions de conseiller communal ;

Considérant les courriels du :

- 08 août 2023 de Madame Pascale DESIRONT-JACQMIN proposant Monsieur Johan TOURNEUR en remplacement de Madame Camille DUBOIS démissionnaire de ses fonctions de représentante communale au sein de l'Asbl "Taxi seniors", l'intéressée n'étant plus domiciliée sur le territoire hannutois ;
- du 23 novembre 2023 de Madame Florence DEGROOT proposant Madame Mélanie Mantulet en remplacement de Monsieur Jean-Yves LARUELLE, démissionnaire de ses fonctions de Conseiller communal ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - D'abroger la délibération du Conseil communal du 17 février 2022 désignant les représentants de la Ville de Hannut au sein des assemblées générales de l'Asbl "Taxi-seniors".

Article 2 - De désigner comme suit, les nouveaux représentants de la Ville de Hannut au sein des assemblées générales de l'asbl "Taxi-seniors" :

Groupe "LMR"

1. Florence DEGROOT ;
2. Arlette MOTTET ;
3. Nicole CHARLIER ;
4. Eric CALLUT ;
5. Coralie CARTILIER ;
6. Mélanie MANTULET ;

7. Sylvie GRAMME ;
Groupe "H"
8. Viviane BEINE ;
9. Johan TOURNEUR ;
Groupe "PS"
10. Danielle FRIX
Groupe "Ecolo"
11. Henri DESSART (membre effectif) et Bruno JACQUES (membre suppléant)

Article 2- Que cette désignation est valable jusqu'à la fin de la législature communale 2018-2024.

Article 3 - De transmettre la présente décision à l'Asbl "Taxi-Seniors" ainsi qu'aux nouveaux représentants désignés.

8. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'Asbl "Plateforme citoyenne de Soutien aux Réfugiés" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331-8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant le courrier du 22 novembre 2023 de Monsieur Mehdi Kassou, Directeur général de l'Asbl « Plateforme citoyenne de Soutien aux Réfugiés », sollicitant une aide financière pour l'accueil et l'hébergement de personnes précaires en situation d'exil ou de migration ;

Considérant que les activités de l'Asbl « Plateforme citoyenne de Soutien aux Réfugiés » poursuivent un intérêt public au sens de l'article L 3331-2 du Code susmentionné et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans le domaine social ;

Considérant que ladite association ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention communale reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation de subvention(s) reçue(s) précédemment de la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire pour l'exercice 2023, sous l'article 849/332- 02 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} – Le Conseil communal accordera à l'Asbl « Plateforme citoyenne de Soutien aux Réfugiés », ayant son siège social rue Royale, 215 à 1210 Bruxelles, une subvention directe en numéraire d'un montant de 3.000,00 € (trois mille euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à l'organisation d'un accueil et d'un hébergement, de personnes en situation de grande précarité, et plus particulièrement à l'acquisition de denrées alimentaires et de matériel divers ou à des frais de fonctionnement des différents dispositifs d'accueil et d'hébergement ;
- sera liquidée :

- en une fois ;
- et antérieurement à la production des pièces justificatives prévues à l'article 2 ;

Article 2 - Pour le 30 juin 2024 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 3 - L'Asbl « Plateforme citoyenne de Soutien aux Réfugiés » devra sans délai rembourser la subvention octroyée dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- ne rentrerait pas pour le 30 juin 2024 les justificatifs attestant l'utilisation de la subventions aux fins pour lesquelles elle a été accordée ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

9. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'Asbl "BC Hannut" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331-8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Vu sa délibération du 19 mai 2022 arrêtant les conditions d'octroi d'une subvention communale aux clubs sportifs de l'entité fêtant leur anniversaire d'existence ;

Considérant la demande du 26 octobre 2023 de l'Asbl "BC Hannut" sollicitant le bénéfice de cette subvention dans le cadre de l'organisation d'un souper prévu en septembre 2024 à l'occasion des 20 ans d'existence du club ;

Considérant que les activités développées par ladite association poursuivent un intérêt général au sens de l'article L 3331-2 du Code susmentionné et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans le domaine sportif ;

Considérant que l'Asbl "BC Hannut" ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment de la Ville ;

Considérant qu'il convient, dans ces conditions, de réserver une suite favorable à cette requête ;

Considérant qu'en application de ces conditions d'octroi, le demandeur peut prétendre à une subvention d'un montant de 1.500,00 €, calculé comme suit :

- Critère 1 - Anniversaire en dizaine (20 ans en l'occurrence) : 500,00 €
- Critère 2 - Membres : 248 - Majoration de 500,00 €
- Critère 3 - Ecole de jeunes : 79 membres - Majoration de 500,00 €

Considérant à ce propos la déclaration d'éligibilité établie en date du 26 octobre 2023 par Monsieur Gontran DEBLED, trésorier de l'Asbl "BC Hannut" ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2023 sous l'article 764/332-02 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1 - Le Conseil communal accordera à l'Asbl "BC Hannut" une subvention directe en numéraire d'un montant maximum de 1.500,00 € (mille cinq cent euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à l'organisation d'une manifestation fêtant les 20

années d'existence du club ;

- sera liquidée :

- en une fois ;
- postérieurement à la réalisation de l'activité citée ci-avant ;
- et sur production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 30 juin 2025 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les pièces attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 – l'Asbl "BC Hannut" devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;

- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

10. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'Asbl "Club de plongée sous-marine de Hannut (CPH)" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331-8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Vu sa délibération du 19 mai 2022 arrêtant les conditions d'octroi d'une subvention communale aux clubs sportifs de l'entité fêtant leur anniversaire d'existence ;

Considérant la demande du 27 septembre 2022 de l'Asbl "Club de Plongée sous-Marine de Hannut (CPH)" sollicitant le bénéfice de cette subvention dans le cadre de l'organisation d'une manifestation prévue en 2024 à l'occasion des 50 ans d'existence du club ;

Considérant que les activités développées par ladite association poursuivent un intérêt général au sens de l'article L 3331-2 du Code susmentionné et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans le domaine sportif ;

Considérant que l'Asbl "Club de Plongée sous-Marine de Hannut (CPH)" ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment de la Ville ;

Considérant qu'il convient, dans ces conditions, de réserver une suite favorable à cette requête ;

Considérant qu'en application des conditions d'octroi fixées par la délibération susmentionnée du 19 mai 2022, le demandeur peut prétendre à une subvention d'un montant de 1.000,00 €, calculé comme suit :

- Critère 1 - Anniversaire en dizaine (50 ans en l'occurrence) : 1.000,00 €

- Critère 2 - Membres : pas de majoration (minimum 100 membres)
- Critère 3 - Ecole de jeunes - Néant : pas de majoration

Considérant à ce propos la déclaration d'éligibilité établie en date du 28 novembre 2023 par Monsieur Vincent HAUT, président de l'Asbl "Club de Plongée sous-Marine de Hannut (CPH)" ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2023 sous l'article 764/332-02 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1 - Le Conseil communal accordera à l'Asbl "Club de Plongée sous-Marine de Hannut (CPH)" une subvention directe en numéraire d'un montant maximum de 1.000,00 € (mille euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à l'organisation d'une manifestation fêtant les 50 années d'existence du club ;

- sera liquidée :

- en une fois ;
- postérieurement à la réalisation de l'activité citée ci-avant ;
- et sur production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 30 juin 2025 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les pièces attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 – L'Asbl "Club de Plongée sous-Marine de Hannut (CPH)" devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

11. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'Asbl "Floorball club Hannut" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Vu sa délibération du 19 mai 2022 arrêtant les conditions d'octroi d'une subvention communale aux clubs sportifs de l'entité fêtant leur anniversaire d'existence ;

Considérant la demande du 03 octobre 2023 de l'Asbl "Floorball Club Hannut" sollicitant le bénéfice de cette subvention communale dans le cadre de l'organisation d'une journée sportive qui s'est déroulée le 2 septembre 2023 à Hélécline à l'occasion des 10 ans d'existence du club ;

Considérant que ce n'est qu'en date du 13 octobre 2022 que les clubs sportifs de l'entité ont été informés des conditions d'octroi de la subvention d'anniversaire et qu'il n'a, en l'espèce, pas été possible pour ladite Asbl de respecter le délai requis - le 1er septembre 2022 en l'occurrence - pour introduire sa demande ;

Considérant que les activités développées par ladite association poursuivent un intérêt général au sens de l'article L 3331-2 du Code susmentionné et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans le domaine sportif ;

Considérant que l'Asbl "Floorball Club Hannut" ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment de la Ville ;

Considérant qu'il convient, dans ces conditions, de réserver une suite favorable à cette requête ;

Considérant qu'en application des conditions d'octroi fixées par la délibération susmentionnée du 19 mai 2022, le demandeur peut prétendre à une subvention d'un montant maximum de 500,00 €, calculé comme suit :

- Critère 1 - Anniversaire en dizaine (10 ans en l'occurrence) : 500,00 €
- Critère 2 - Membres : 75 - Pas de majoration (Minimum 100 membres)
- Critère 3 - Ecole de jeunes : Néant : Pas de majoration

Considérant à ce propos la déclaration d'éligibilité établie par Mme Maud BRASSART, secrétaire de l'Asbl "Floorball Club Hannut" ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2023 sous l'article 764/332-02 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1 - Le Conseil communal accordera à l'Asbl "Floorball Club Hannut" une subvention directe en numéraire d'un montant maximum de 500,00 € (cinq cents euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à l'organisation, le 2 septembre 2023, d'une manifestation fêtant les 10 années d'existence du club ;
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - postérieurement à la réalisation de l'activité citée ci-avant ;
 - et postérieurement à la production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 30 juin 2024, au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les pièces attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 - l'Asbl "Floorball Club Hannut" devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

12. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'Asbl "Les rollingchairs" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Considérant la demande en date du 20 novembre 2023 de l'Asbl "Les Rollingchairs" sollicitant le bénéfice d'une subvention communale en vue de couvrir les frais inhérents au développement et à la promotion du handisport sur Hannut ;

Considérant que les activités développées par l'Asbl "Les Rollingchairs" en ce qu'elles sont accessibles à tous, poursuivent un intérêt public et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans les domaines sportif et de l'aide aux atteintes d'un handicap ;

Considérant que l'Asbl "Les Rollingchairs" ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment de la Ville ;

Considérant qu'il convient, dans ces conditions, de réserver une suite favorable à cette requête ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2023 sous l'article 764/332-02 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} - Le Conseil communal accordera à l'Asbl "Les Rollingchairs", ayant son siège social rue de Villers, n° 56/B à 4280 Hannut, une subvention directe en numéraire d'un montant de 500,00 € (cinq cent euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à la promotion du handisports dans l'entité (achat de matériel spécifique, organisation de manifestations sportives ou de détente, ...) ;
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - postérieurement à l'engagement des dépenses susmentionnées ;
 - et sur production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 31 mars 2025, au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1^{er} devra produire les pièces justifiant l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 – L'Asbl "Les Rollingchairs" devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

13. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'Asbl "Maison des jeunes de Hannut" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Walllon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331 - 1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Considérant la demande introduite en date du 15 octobre 2023 par Monsieur Sylvain Benoît, coordinateur faisant fonction de l'ASBL "Maison des Jeunes de Hannut", portant sur l'obtention d'une subvention en vue de financer certaines de ses activités, et notamment l'organisation de divers ateliers de musique et de théâtre ou encore certains projets portés par les jeunes ;

Considérant que les activités développées par la dite association poursuivent un intérêt public en ce qu'elle porte notamment sur l'organisation régulière, pour la jeunesse hannutoise, d'ateliers et de manifestations multiculturels, et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans les domaines culturel, associatif, éducatif et social ;

Considérant que ladite ASBL ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment par la Ville ;

Considérant qu'il convient, dans ces conditions, de réserver une suite favorable à sa demande ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2023 sous l'article 761/332-02 ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'octroyer à l'Asbl "Maison des jeunes de Hannut" une subvention directe en numéraire d'un montant de 5.000 € (cinq mille euros).

Article 2 - La subvention dont il est question à l'article 1er :

- devra être affectée au paiement de toute dépense en rapport avec les activités et le fonctionnement de l'association (organisation de divers ateliers de musique et de théâtre, achat de matériel, soutien de certains projets portés par les jeunes, ...)
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - et antérieurement à la production par l'Asbl "Maison des Jeunes de Hannut", des pièces justificatives afférentes à ces dépenses.

Article 3 - Les pièces justificatives visées à l'article 2 devront être introduites auprès du Collège communal pour le 30 juin 2024 au plus tard.

Article 4 - L'Asbl "Maison des Jeunes de Hannut" devra sans délai rembourser la subvention octroyée dans le cas où elle :

- s'opposerait à un contrôle sur place par la Ville ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée ;
- ne rentrerait pas les pièces justificatives de l'utilisation de la subvention avant la date visée à l'article 3.

14. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'association "Les vendredis du théâtre" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le courrier en date du 06 novembre 2023 par lequel l'association « Les Vendredis du Théâtre » sollicite le bénéfice d'une subvention communale en vue de l'aider à financer une partie des frais liés à l'organisation de spectacles de théâtre durant l'année 2023 ;

Considérant que les activités développées par la dite association poursuivent un intérêt général au sens de l'article L 3331-2 du Code susmentionné et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville de Hannut dans les domaines culturel et associatif ;

Considérant que l'association "Les Vendredis du Théâtre" ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention communale reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment de la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire pour l'exercice 2023 sous l'article 762/332-02 ;

Sur proposition du Collège Communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} – Le Conseil communal accordera à l'association «Les Vendredis du Théâtre» une subvention directe en numéraire d'un montant de 300,00 € (trois cents euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente en rapport avec l'organisation de représentations théâtrales au cours de l'année 2023.
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - postérieurement à la réalisation des activités citées ci-avant ;
 - antérieurement à la production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 30 juin 2024 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 3 - L'association "Les Vendredis du Théâtre" devra sans délai rembourser la subvention octroyée dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- ne rentrerait pas pour le 30 juin 2024 les justificatifs attestant l'utilisation de la subventions aux fins pour lesquelles elle a été accordée ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

15. Budget communal pour l'exercice 2024 - Rapport du Collège communal prévu par l'article L1122-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122 - 23 ;

Considérant que les services administratifs présentent le rapport annexe au budget, lequel synthétise la situation de l'administration et des affaires de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information;

Sur proposition du Collège communal ;

PREND CONNAISSANCE :

Article unique - du rapport annexe au budget pour l'exercice 2024.

16. Budget communal pour l'exercice 2024 - Approbation

Vu la Constitution, et notamment les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, Première partie Livre III et L3311-1 à L3313-3 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment ses article 7 à 16, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu son Plan de gestion arrêté en séance du 23 septembre 2002 et approuvé par le Gouvernement Wallon le 5 décembre 2002, moyennant le respect de certaines exigences ;

Vu son actualisation du Plan de gestion arrêté en séance du 2 juillet 2019 ;

Vu le Décret du 31 janvier 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement l'article 11 ;

Vu le Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement l'article 26 ;

Vu le Décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et visant à améliorer le dialogue social ;

Vu la Circulaire du 20 juillet 2023 de Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, et relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2024 ;

Considérant le projet de budget et ses annexes, établi par le Collège communal ;

Considérant le projet d'actualisation du tableau de bord ;

Considérant le projet de tableau relatif aux prévisions pluriannuelles tel que généré par le logiciel E-Comptes ;

Considérant que le projet de budget et ses annexes ont été transmis au CRAC et à la DGO5 en date des 15 et 16 novembre 2023 en vue de la réunion de travail préparatoire du 28 novembre 2023 ;

Considérant la réunion de travail préparatoire qui s'est tenue en date du 28 novembre 2023 en présence des représentants du CRAC et de la DGO5 ;

Considérant les avis rendus par M. O. LECLERCQ, Echevin en charge des Finances communales, le Directeur financier et la Directrice générale lors de la réunion de la commission prévue à l'article 12 de l'Arrêté du Gouvernement Wallon susdit du 5 juillet 2007 et qui s'est tenue le 30 novembre 2023 ;

Considérant la réunion de la commission communale des finances qui s'est tenue en date du 11 décembre 2023, à l'initiative de Madame Carine RENSON, présidente de la commission Finances ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier et à la Directrice générale en date du 29 novembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable de la Directrice générale annexé à la présente délibération ;

Considérant l'avis de légalité favorable du Directeur financier, annexé à la présente délibération ;

Considérant que le Collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que le Collège communal veillera également, en application de l'article L1122-23 §2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, à la communication du présent budget, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Considérant que la séance d'information aux organisations syndicales mentionnée ci-dessus, se tiendra le lendemain du Conseil communal le vendredi 15 décembre 2023 à 8h30, de commun accord avec les organisations syndicales, soit avant l'envoi des documents aux autorités de tutelle ;

Considérant que le rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le CPAS a bien été adopté conformément à l'article L1122-11 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant la génération et l'envoi par l'outil E-comptes du tableau des prévisions budgétaires pluriannuelles ;

Considérant que la circulaire du 20 juillet 2023, relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2024, précise qu' *"à partir de 2024, le choix est donné à la commune soit de se maintenir dans le schéma de la balise d'emprunt, soit dans le schéma du respect des ratios de dette et de charges financières"* ;

Considérant que le choix opéré pour l'exercice budgétaire 2024 est celui de conserver la mécanique de la balise d'emprunt ;

Considérant le projet de budget communal pour l'exercice 2024 établi par le Collège communal, lequel présente au service ordinaire un boni à l'exercice propre de 1.734.129,12€ et un boni global de 1.814.573,04€, et au service extraordinaire, un mali à l'exercice propre de 2.040.671,41€ et un boni global de 0,00€ ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

Par 18 voix pour (DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, OTER Pol) et 5 abstentions (DECROUPELLE Jean-Paul, DOSSOGNE François, VOLONT Johan, RENSON Carine, VOLONT Sandrine) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver, comme suit, le budget communal pour l'exercice 2024 présentant au service ordinaire un boni à l'exercice propre de 1.734.129,12€ et un boni global de 1.814.573,04€, et au service extraordinaire, un mali à l'exercice propre de 2.040.671,41€ et un boni global de 0,00€ :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	25.832.644,56€	12.893.527,00€
Dépenses exercice proprement dit	24.098.515,44€	14.934.198,41€
Boni / Mali exercice proprement dit	1.734.129,12€	-2.040.671,41€
Recettes exercices antérieurs	1.933.389,90€	0,00€
Dépenses exercices antérieurs	214.763,88€	132.645,41€
Prélèvements en recettes	0,00€	2.973.316,82€
Prélèvements en dépenses	1.638.182,10€	800.000,00€
Recettes globales	27.766.034,46€	15.866.843,82€
Dépenses globales	25.951.461,42€	15.866.843,82€
Boni / Mali global	1.814.573,04€	0,00€

2. Tableau de synthèse

2.1. Service ordinaire

<u>Budget précédent</u>	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	28.756.420,86€	772.696,31€	2.780,89€	29.526.336,28€
Prévisions des dépenses globales	27.592.946,38€	0,00€	0,00€	27.592.946,38€
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	1.163.474,48€	772.696,31€	2.780,89€	1.933.389,90€

2.2. Service extraordinaire

<u>Budget précédent</u>	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	10.368.249,68€	0,00€	150.000,00€	10.218.249,68€
Prévisions des dépenses globales	10.368.249,68€	0,00€	150.000,00€	10.218.249,68€

Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
---	-------	-------	-------	-------

Article 2 – Le Conseil communal arrête également les différentes annexes demandées par le Gouvernement wallon et le Centre d'Aide Régionale aux Communes (CRAC), à savoir :

- Les balises des dépenses de personnel et de fonctionnement ;
- le ratio de la dette et l'encours de la dette ;
- l'annexe ratio d'investissement telle que générée par le logiciel E-comptes;
- le tableau relatif aux mouvements des réserves et provisions ;
- la balise d'investissements ;
- le tableau de prévisions pluriannuelles, qui sera généré et envoyé par l'outil E-comptes ;
- le plan d'embauche du personnel ;
- l'évolution des équivalents temps plein (ETP)

Article 3 – La présente délibération sera publiée, après information aux organisations syndicales, à la diligence du Collège communal conformément aux dispositions de l'article L1313-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 4 – La présente délibération sera transmise, pour approbation, au Gouvernement wallon, conformément aux dispositions de l'article L3131-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

17. Budget pour l'exercice 2024 de l'Asbl « Cellule de gestion du centre-ville » - Intervention communale - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331-8 ;

Vu la loi du 21 juillet 1921, telle que modifiée à ce jour, accordant la personnalité juridique aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité juridique ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération du 08 octobre 1998, modifiée le 2 mars 2000, décidant de confier à l'asbl « Cellule de Gestion du Centre-Ville », l'amélioration durable de la qualité du centre-ville en veillant à dynamiser celui-ci dans toutes ses fonctions de centralité telles que commerciales, sociales, culturelles, résidentielles et environnementales;

Vu le budget pour l'exercice 2024 transmis par l'asbl « Cellule de Gestion du Centre-Ville » par courriel en date du 19 septembre 2023 par lequel la susdite asbl sollicite une subvention de 47.323,86€ en vue de remplir les missions relatives à son objet social ;

Considérant que les activités de la dite asbl poursuivent un intérêt général au sens de l'article L3331-2 du Code susmentionné et plus spécifiquement son objet social à savoir de promouvoir le développement socio-économique du centre-ville en veillant à le dynamiser dans toutes ses fonctions de centralité et notamment d'encourager et d'assister les initiatives socio-économiques, de favoriser les contacts entre les initiateurs privés et le Pouvoir public, d'assurer elle-même la gestion des initiatives mises en place pour la promotion et le développement du centre-ville ainsi que d'assurer une judicieuse utilisation des moyens économiques et des équipements existants ou à créer en vue d'améliorer l'image et le fonctionnement du centre-ville ;

Considérant la demande d'avis adressée au Directeur financier en date du 13 novembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable de ce même jour du Directeur financier annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés ont été inscrits, sous l'article 52901/332-03, au budget communal pour l'exercice 2024 dont l'approbation est soumise, ce jour, au Conseil communal ;

Sur la proposition du Collège communal,

Sous réserve d'approbation du budget par les autorités de tutelle ;

Après en avoir délibéré,

Par 21 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 2 abstentions (DOSSOGNE François, VOLONT Johan) ; DECIDE :

Article 1^{er} - d'accorder à l'asbl « Cellule de Gestion du Centre-Ville », une subvention directe en numéraire d'un montant de 47.323,86€ (quarante-sept mille trois-cent vingt-trois euros et quatre-vingt-six cents) pour l'année 2024.

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement par l'association en question, de toute dépense en rapport avec ses dépenses nettes de personnel et son fonctionnement général ;
- sera liquidée mensuellement par douzième (anticipativement ou en fonction de la trésorerie disponible).

Article 2 - Pour le 30 juin 2025, au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1^{er} devra produire les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024 ainsi que toute pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 – L'asbl « Cellule de Gestion du Centre-Ville » devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- ne renterait pas les pièces justificatives attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée pour le 30 juin 2025 ;
- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

Article 4 – Le Conseil communal mandate Monsieur le Directeur financier afin de procéder au versement mensuel de la subvention ci-dessus mentionnée, en fonction de la trésorerie disponible.

18. Budget pour l'exercice 2024 de l'Asbl « Centre culturel de Hannut » - Intervention communale - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la loi du 21 juillet 1921, telle que modifiée à ce jour, accordant la personnalité juridique aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité juridique ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le Décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels ;

Vu le contrat-programme pour les années 2009-2012 conclu en date du 18 septembre 2009 entre la Communauté française, la Province de Liège, la Ville et l'Asbl « Centre Culturel de Hannut » et notamment son article 12;

Vu l'avenant n°2 au contrat-programme pour les années 2009-2012 conclu en date du 19 décembre 2012 entre la Communauté française, la Province de Liège, la Ville et l'Asbl « Centre Culturel de Hannut » et notamment son article 5 prolongeant celui-ci de commun accord pour une période de deux ans prenant cours le 1^{er} janvier 2013 et se terminant au plus tard le 31 décembre 2014 ;

Vu l'avenant n°3 au contrat-programme pour les années 2009-2012 entre la Communauté française, la Province de Liège, la Ville et l'Asbl « Centre Culturel de Hannut » et en application du Décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels, prolongeant le contrat-programme de commun accord pour une période de cinq ans prenant cours le 1^{er} janvier 2014 et se terminant au plus tard le 31 décembre 2018 ;

Vu son arrêté du 26 avril 2018 relatif à la demande de reconnaissance de l'asbl « Centre culturel de Hannut » dans le cadre du Décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels ;

Vu le budget pour l'exercice 2024 transmis par l'asbl « Centre culturel de Hannut » en date du 20 novembre 2023 par lequel la susdite asbl sollicite une subvention totale de 130.000,00€ à répartir comme suit :

- la subvention classique d'un montant de 100.000,00€ en vue de de remplir les missions relatives à son objet social et aux frais inhérents au régisseur
- une subvention complémentaire d'un montant maximum de 20.000,00€ comme intervention dans les frais d'occupation du bâtiment de l'ancienne piscine communale par le Centre culturel pour ses activités culturelles ;
- une subvention complémentaire d'un montant maximum de 10.000,00€ comme intervention dans les frais liés à l'installation d'une alarme et à la sécurisation des coupoles du bâtiment de l'ancienne piscine communale par le Centre culturel pour ses activités culturelles ;

Considérant que les activités développées par l'asbl « Centre Culturel de Hannut » poursuivent un intérêt public dans le cadre des actions menées dans les différents secteurs de la création, de l'expression et de la communication afin d'assurer le développement culturel de l'entité en associant les citoyens aux différents projets ;

Considérant que la subvention complémentaire de 20.000,00€ ne pourra être délivrée que postérieurement et uniquement sur base des justificatifs émanant de factures établies au nom du Centre culturel relatives aux frais liés à l'occupation du bâtiment de l'ancienne piscine communale par le Centre culturel pour ses activités ;

Considérant que la subvention complémentaire de 10.000,00€ ne pourra être délivrée que postérieurement et uniquement sur base des justificatifs émanant de factures établies au nom du Centre culturel relatives aux frais liés à l'installation d'une alarme et à la sécurisation des coupoles du bâtiment de l'ancienne piscine communale par le Centre culturel pour ses activités ;

Considérant la demande d'avis adressée au Directeur financier en date du 20 novembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable de ce même jour du Directeur financier annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés ont été inscrits, sous l'article 762/332-03, au budget communal pour l'exercice 2024 dont l'approbation est soumise, ce jour, au Conseil communal ;

Sur la proposition du Collège communal,

Sous réserve d'approbation du budget par les autorités de tutelle ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité ;

DECIDE :

1. Subvention classique de 100.000,00€

Article 1^{er} - d'accorder à l'asbl « Centre culturel de Hannut », une subvention directe en numéraire d'un montant de 100.000,00€ (cent mille euros) pour l'année 2024.

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement par l'association en question, de toute dépense en rapport avec les missions décrites dans le contrat programme susmentionné et aux frais inhérents au régisseur;
- sera liquidée mensuellement par douzième en fonction de la trésorerie disponible.

Article 2 - Pour le 30 juin 2025, au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1^{er} devra produire ses comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024 ainsi que toute pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 – L'asbl « Centre Culturel de Hannut » devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- ne renterait pas les pièces justificatives attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée pour le 30 juin 2025 ;
- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

Article 4 – Le Conseil communal mandate Monsieur le Directeur financier afin de procéder au versement mensuel de la subvention ci-dessus mentionnée.

2. Subvention complémentaire de 20.000,00€

Article 5 – Le Conseil communal accordera au Centre culturel de Hannut une subvention directe en numéraire d'un montant maximum de 20.000,00€ (vingt mille euros) pour l'année 2024.

Article 6 – La subvention mentionnée à l'article 5 devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente aux frais d'occupation du bâtiment de l'ancienne piscine communale au cours de l'année 2024.

Article 7 – La subvention mentionnée à l'article 5 ne sera octroyée que postérieurement et uniquement sur production des pièces justificatives prévues à l'article 6.

Article 8 – Pour le 31 décembre 2024 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 5 devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 9 – Le Centre culturel de Hannut devra sans délai rembourser la subvention complémentaire octroyée dans le cas où il :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

3. Subvention complémentaire de 10.000,00€

Article 10 – Le Conseil communal accordera au Centre culturel de Hannut une subvention directe en numéraire d'un montant maximum de 10.000,00€ (dix mille euros) pour l'année 2024.

Article 11 – La subvention mentionnée à l'article 10 devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente aux frais liés à l'installation d'une alarme et à la sécurisation des coupoles du bâtiment de l'ancienne piscine communale au cours de l'année 2024.

Article 12 – La subvention mentionnée à l'article 10 ne sera octroyée que postérieurement et uniquement sur production des pièces justificatives prévues à l'article 11.

Article 13 – Pour le 31 décembre 2024 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 10 devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 14 – Le Centre culturel de Hannut devra sans délai rembourser la subvention complémentaire octroyée dans le cas où il :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

19. Budget pour l'exercice 2024 de l'Asbl « Infor jeunes Hannut » - Intervention communale - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L3331-1 à L 3331-8 ;

Vu la loi du 21 juillet 1921, telle que modifiée à ce jour, accordant la personnalité juridique aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité juridique ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération du 22 février 2011 adoptant le texte d'une convention de partenariat avec l'Asbl « Infor Jeunes Hannut » dans le cadre de la mise en place, sur le territoire communal, d'un service d'information pour les 12-26 ans ;

Vu le budget pour l'exercice 2023 transmis par l'asbl « Infor Jeunes Hannut » par courrier en date du 12 octobre 2023, et par lequel la susdite asbl sollicite une subvention de 41.000,00€ en vue de de remplir les missions relatives à son objet social ;

Considérant que les activités de ladite asbl poursuivent un intérêt général au sens de l'article L3331-2 du Code susmentionné et plus spécifiquement son objet social à savoir l'accueil, l'information et le conseil à toute personne qui le désire, plus particulièrement les jeunes âgés de 12 à 26 ans, dans tous les domaines qui les concernent, via les moyens de communication existants ainsi que l'organisation de toute activité culturelle et/ou socio-éducative en rapport avec la jeunesse, celle-ci devant être réalisée de manière complète, objective et pluraliste ;

Considérant la demande d'avis adressée au Directeur financier en date du 13 novembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable de ce même jour du Directeur financier annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés ont été inscrits, sous l'article 83201/332-02, au budget communal pour l'exercice 2024 dont l'approbation est soumise, ce jour, au Conseil communal ;

Sur la proposition du Collège communal,

Sous réserve d'approbation du budget par les autorités de tutelle ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'accorder à l'Asbl « Infor Jeunes Hannut », une subvention directe en numéraire d'un montant de 41.000,00€ (quarante et un mille euros) pour l'année 2024.

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement par l'association en question, de toute dépense en rapport avec son fonctionnement général et dans la répartition reprise ci-dessous :
 - 33.000,00€ de dotation de fonctionnement général,
 - 2.000,00€ pour l'engagement d'étudiants dans le cadre du partenariat avec l'organisation de la patinoire de fin d'année,
 - 6.000€ pour les frais de personnel et de fonctionnement du taxi junior.
- sera liquidée mensuellement par douzième en fonction de la trésorerie disponible.

Article 2 - Pour le 30 juin 2025, au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1^{er} devra produire ses comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024 ainsi que toute pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 – L'Asbl « Infor Jeunes Hannut » devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- ne renterait pas les pièces justificatives attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée pour le 30 juin 2025 ;
- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

Article 4 – Le Conseil communal mandate Monsieur le Directeur financier afin de procéder au versement mensuel de la subvention ci-dessus mentionnée, en fonction de la trésorerie disponible.

20. Budget pour l'exercice 2024 de l'Asbl « L'Eveil » - Intervention communale - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le Décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331-8 ;

Vu la loi du 21 juillet 1921, telle que modifiée à ce jour, accordant la personnalité juridique aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité juridique ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération du 31 janvier 2002, approuvée par la Députation permanente le 28 février 2002, et modifiée le 17 juin 2002, le 10 avril 2003, le 5 février 2004, le 22 décembre 2004, le 23 mars 2005 et le 16 mars 2006 décidant de confier à l'asbl « L'Eveil », l'organisation des garderies dans l'ensemble des écoles maternelles et primaires de l'entité hannutoise, tous réseaux d'enseignement confondus, et notamment son article 8 ;

Vu le budget pour l'exercice 2024 transmis par l'asbl « L'Eveil » par courriel en date du 29 juin 2023 par lequel la susdite asbl sollicite une subvention de 76.500,00€ en vue de remplir les missions relatives à son objet social ;

Considérant que les activités de la dite asbl poursuivent un intérêt général au sens de l'article L3331-2 du Code susmentionné et plus spécifiquement tel que défini à son objet social à savoir la gestion de l'accueil des enfants de 3 à 12 ans et tout particulièrement en organisant les garderies du matin et du soir dans l'ensemble des écoles primaires et maternelles de l'entité hannutoise, tous réseaux confondus, en assurant la coordination de l'ensemble des lieux d'accueil situés sur le territoire de la commune ;

Considérant la demande d'avis adressée au Directeur financier en date du 13 novembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable du Directeur financier annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits, sous l'article 72203/332-03, au budget communal ordinaire pour l'exercice 2024 dont l'approbation est soumise, ce jour, au Conseil communal ;

Sur la proposition du Collège communal,

Sous réserve d'approbation du budget par les autorités de tutelle ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'accorder à l'asbl « L'Eveil », une subvention directe en numéraire d'un montant de 76.500,00€ (septante six mille cinq cents euros) pour l'année 2024.

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement par l'association en question, de toute dépense en rapport avec son fonctionnement général ;
- sera liquidée par un premier versement de 40.500,00€ dans le courant du premier trimestre et pour le surplus, 3.000,00€ versé mensuellement par douzième, en fonction de la trésorerie disponible

Article 2 - Pour le 30 juin 2025, au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1^{er} devra produire les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024 ainsi que toute pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 – L'asbl « L'Eveil » devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- ne rentrerait pas les pièces justificatives attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée pour le 30 juin 2025 ;
- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

Article 4 – Le Conseil communal mandate Monsieur le Directeur financier afin de procéder au versement mensuel de la subvention ci-dessus mentionnée, en fonction des besoins de trésorerie de l'asbl et du disponible de trésorerie de la Ville de Hannut.

21. Budget pour l'exercice 2024 de l'Asbl « Hannut-Tourisme-Promotion » - Intervention communale - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L3331-1 à L 3331-8 ;

Vu la loi du 21 juillet 1921, telle que modifiée à ce jour, accordant la personnalité juridique aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité juridique ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le budget pour l'exercice 2024 transmis par l'asbl « Hannut Tourisme Promotion » reçu en date du 3 novembre 2023, et par lequel la susdite asbl sollicite une subvention de 30.370,00€ en vue de remplir les missions relatives à son objet social ;

Considérant que les activités de ladite asbl poursuivent un intérêt public et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville de Hannut dans le domaine du tourisme sur son territoire ainsi que la mise en valeur des produits du terroir et du développement commercial poursuivi par le département des affaires économiques ;

Considérant que l'objet social de l'asbl « Hannut Tourisme Promotion » est défini comme suit : organiser diverses activités, entre autres, au cours de la journée du 21 juillet à l'occasion de la Fête nationale ; apporter son soutien logistique, voire administratif à l'organisation de diverses activités initiées soit par un groupement déterminé, soit par la Ville de Hannut, par exemple, les marchés artisanaux organisés mensuellement d'avril à octobre ; stimuler la vie associative non seulement à Hannut-Centre mais aussi dans les quartiers périphériques et dans les 17 villages de l'entité ; encourager dans toute l'entité les initiatives artistiques, culturelles, folkloriques et sportives ; utiliser au mieux les moyens mis à sa disposition pour concrétiser les objets décrits plus haut ;

Considérant la demande d'avis adressée au Directeur financier en date du 13 novembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable de ce même jour du Directeur financier annexé à la présente délibération ;

Considérant que les crédits appropriés ont été inscrits, sous l'article 561/332-01, au budget communal pour l'exercice 2024 dont l'approbation est soumise, ce jour, au Conseil communal ;

Sur la proposition du Collège communal,

Sous réserve d'approbation du budget par les autorités de tutelle ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'accorder à l'asbl « Hannut Tourisme Promotion », une subvention directe en numéraire d'un montant de 30.370,00€ (trente mille trois cent septante euros) pour l'année 2024.

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement par l'association en question, de toute dépense en rapport avec son fonctionnement général et dans la répartition reprise ci-dessous :
 - 20.370,00€ pour l'organisation des activités du 21 juillet (en ce compris l'organisation du feu d'artifice),
 - 10.000,00€ pour financer toute dépense en rapport avec l'organisation des « Petits Marchés Artisanaux », du « Village des Saveurs » et du « Marché de Noël ».
- sera liquidée en une seule fois, en fonction de la trésorerie disponible et antérieurement à la production des pièces justificatives visées à l'article 2.

Article 2 - Pour le 30 juin 2025, au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1^{er} devra produire ses comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024 ainsi que toute pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 3 – L'asbl « Hannut Tourisme Promotion » devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où elle :

- ne rentrerait pas ses comptes annuels et les pièces justificatives attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée pour le 30 juin 2025 ;
- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

Article 4 – Le Conseil communal mandate Monsieur le Directeur financier afin de procéder au versement de la subvention ci-dessus mentionnée, en fonction de la trésorerie disponible.

22. Convention d'avance de trésorerie à conclure avec l'Asbl "Cellule de gestion du centre ville" - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier l'article L1122-30;

Vu le Règlement général de comptabilité communale ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération du 08 octobre 1998, modifiée le 02 mars 2000, décidant de conclure une convention avec l'Asbl « Cellule de Gestion Centre-Ville » aux termes de laquelle celle-ci s'engage à "mettre tout en œuvre en vue de l'amélioration durable de la qualité du centre-ville en veillant à dynamiser celui-ci dans toutes ses fonctions de centralité telles que commerciales, sociales, culturelles, résidentielles et environnementales" ;

Vu sa délibération du 15 décembre 2020 relative à la convention d'avance de trésorerie conclue entre la Ville de Hannut et l'asbl Gestion Centre-Ville pour l'année 2021 ;

Vu sa délibération du 16 décembre 2021 relative à la convention d'avance de trésorerie conclue entre la Ville de Hannut et l'asbl Gestion Centre-Ville pour l'année 2022 ;

Vu sa délibération du 15 décembre 2022 relative à la convention d'avance de trésorerie conclue entre la Ville de Hannut et l'asbl Gestion Centre-Ville pour l'année 2023 ;

Considérant que les activités de l'Asbl "Cellule de Gestion Centre-Ville" poursuivent un intérêt public certain (soutien des actions commerciales du Centre-Ville et développement d'une image attrayante de la Ville) et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville de Hannut dans le domaine économique ; qu'elle ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention communale reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation de subvention(s) reçue(s) précédemment de la Ville ;

Considérant que le Conseil d'administration de l'Asbl "Cellule de Gestion du Centre-Ville" est composé paritairement de membres représentant la commune et le privé ; que les représentants communaux au sein du Conseil d'administration pourront ainsi vérifier la bonne affectation des fonds communaux avancés par la Ville ;

Considérant que l'ASBL reçoit régulièrement des subsides émanant de la ville notamment aux articles 52901/332-03 et 529/332-02 ;

Considérant la décision du Conseil de ce jour approuvant le budget ordinaire 2024 ;

Considérant que l'approbation du budget doit être soumise aux autorités de tutelle et que la prévision budgétaire ne peut garantir l'attribution du subside ni sa destination ;

Considérant que l'ASBL GCV ne dispose pas actuellement de trésorerie suffisante que pour faire face rapidement à toutes ses obligations ;

Considérant qu'il s'agit d'une avance de trésorerie sur des subsides à recevoir de la part de la même autorité publique ;

Considérant que l'excédent de trésorerie dont la ville dispose ne peut être placé à un taux d'intérêt supérieur à celui que l'ASBL devrait payer si elle devait emprunter des fonds ;

Considérant qu'il s'agit d'une mesure de bonne gestion au regard de la gestion des deniers publics sur l'ensemble du territoire « 4280 » ;

Sur proposition du Collège communal et du Directeur financier ;

Par 21 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 2 abstentions (DOSSOGNE François, VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article unique – d'approuver la convention d'avance de trésorerie entre l'ASBL Gestion Centre-Ville et la Ville de Hannut dont les termes sont repris ci-dessous :

Convention d'avance de trésorerie entre L'ASBL Gestion Centre-Ville et la Ville de Hannut

L'ASBL Cellule de Gestion Centre-ville, ci-après dénommé « GCV », dont le siège social est situé Place Henri Hallet, 27/1 à Hannut, représentée par sa Présidente Landauer Nathalie ;

Et

La Ville de Hannut, ci-après dénommée « La Ville », représentée par son Bourgmestre Monsieur Emmanuel DOUETTE, sa Directrice générale Madame Amélie DEBROUX, et son Directeur financier Monsieur David WATRIN, agissant en vertu de la décision du Conseil communal du 15 décembre 2022 ;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1 : *Cette convention d'avance de trésorerie ayant pour objectif de maximiser les rendements de la trésorerie pour l'ensemble de l'entité « 4280 » et les actions du plan d'attractivité, la Ville s'engage à mettre à disposition de l'ASBL GCV ses disponibilités de trésorerie en fonction des besoins de l'ASBL et des disponibilités de la Ville.*

Article 2 : *La présente convention est une avance de trésorerie portant sur un ou plusieurs subsides que l'ASBL recevrait de la part de la Ville de Hannut dans le courant de l'année 2024. Le montant global de l'avance de trésorerie ne peut dépasser les montants inscrits au budget 2024 de la Ville et qui pourraient bénéficier à l'ASBL GCV.*

Article 3 : *Le Directeur financier de la Ville et la Gestionnaire de l'ASBL conviennent entre eux des montants (multiples de 1.000eur) et de la durée de la mise à disposition des fonds (en jours). En aucun cas, elle ne pourra dépasser la durée de 364 jours à compter de la mise à disposition des fonds.*

Article 4 : *L'ASBL GCV s'engage à tout mettre en œuvre pour rembourser les fonds le jour de l'échéance convenue et à travailler en toute transparence avec le Directeur financier de la Ville. A ce titre, il aura un droit de regard sur la situation financière de l'ASBL.*

Article 5 : *La mise à disposition des fonds se fait à titre gracieux et sans intérêts.*

Article 6 : *Ces opérations de trésorerie seront comptabilisées uniquement en comptabilité générale soit par le débit/crédit du compte 41600 (débiteurs divers) soit par le débit/crédit du compte 46101 (avance trésorerie) en fonction de l'entité qui prête à l'autre. L'écriture inverse étant prévue lors du remboursement.*

Article 7 : *En cas de déficit de trésorerie au sein de la Ville de Hannut, les disponibilités de trésorerie seront étendues aux montants des avances de trésorerie accordées par les institutions bancaires.*

Article 8 : *La présente convention prend cours dès sa signature par toutes les parties et se terminera le 31 décembre 2024.*

Fait à Hannut en quatre exemplaires le 15 décembre 2023.

23. Abrogation du règlement établissant une taxe sur les piscines privées - Décision

Vu les articles 41, 162 et 170 §4 de la Constitution en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le Décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18/01/2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23/09/2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment ses articles L1122-30 et L3131-1 §1^{er}, 3° ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales, notamment les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2023 de Monsieur Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, et relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2024 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 octobre 2018, approuvée par le Gouvernement wallon en date du 14 novembre 2018, adoptant un règlement établissement une taxe communale sur les piscines privées ;

Considérant que le présent règlement ne vise que les piscines à caractère « permanent » et ne prend pas en compte les piscines en kit, basé sur le fait que celles-ci sont démontables et ne sont établies que momentanément ;

Considérant que depuis l'instauration de la taxe en 1990, les mœurs ont évolué ; qu'auparavant, une piscine pouvait constituer un luxe dont la possession démontrait dans le chef de redevable une certaine aisance mais qu'à présent, certaines familles optent pour un choix de vie différent pour leurs loisirs en optant pour la construction d'une piscine à domicile plutôt que de partir en vacances à l'étranger (ce qui, sur plusieurs années, peut représenter le même budget) ;

Considérant, par ailleurs, la difficulté rencontrée par l'agent recenseur pour recenser toutes les piscines existantes sur le territoire de la commune de Hannut puisque notamment, celui-ci ne peut pas s'introduire sur le domaine privé des citoyens sans leur autorisation et que la réglementation urbanistique en vigueur permet de construire une piscine jusqu'à 75m² sans demande de permis et que, dès lors, seules les piscines « connues » de l'administration communale sont taxées ce qui engendre une discrimination envers les citoyens se retrouvant dans les mêmes conditions ;

Considérant que dans ce contexte, il serait de bonne gestion de supprimer la taxe sur les piscines privées à partir de l'exercice d'imposition 2024 ;

Considérant qu'actuellement la recette de la taxe sur les piscines privées s'élève au montant de 37.800,00€ ;

Considérant que l'impact budgétaire résultant de cette suppression a été intégré dans le tableau de bord à cinq ans ;

Considérant que le tableau de bord à cinq ans montre que la trajectoire budgétaire reste en boni à l'exercice propre pendant les cinq prochaines années malgré la suppression de la taxe sur les piscines privées ;

Considérant la réunion préparatoire avec le Centre Régional d'Aide aux Communes (C.R.A.C.) relative au budget 2024, tenue en date du 28 novembre 2023 ;

Considérant que le Centre Régional d'Aide aux Communes (C.R.A.C.) rendra son avis officiel dans le cadre de l'analyse du budget initial 2024 de la Ville de Hannut ;

Considérant la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 28 novembre 2023 conformément à l'article L1124-40 §1,3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 28 novembre 2023, et joint en annexe ;

Considérant le principe d'autonomie communale ;

Sur proposition du Collège communal ;

Sous réserve d'un avis favorable du Centre Régional d'Aide aux Communes (C.R.A.C.) ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

Par 21 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 2 abstentions (DOSSOGNE François, VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – D'abroger, dès l'entrée en vigueur de la présente décision, le règlement du 24 octobre 2018 établissant une taxe communale sur les piscines privées.

Article 2 – La présente délibération entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faite conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et au plus tôt le 1^{er} janvier 2024.

Article 3 – La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon conformément à l'article L3132-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, ainsi qu'au Centre Régional d'Aide aux communes.

24. Fabrique d'église de Grand-Hallet - Budget pour l'exercice 2023 - Modification n°1 - Réformation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu l'arrêté du Conseil Communal du 25 août 2022 réformant le budget de la Fabrique d'église de Grand-Hallet, préalablement approuvé par le Chef Diocésain en date du 05 août 2022 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique de Grand-Hallet du 13 novembre 2023 approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 du Chef diocésain arrêtant et approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Grand-Hallet, sous réserve des remarques ou corrections suivantes :

- R18C : Collecte chauffage pour 126,56 € (au lieu de 126,55 €) ;
- D41 : Remises Trésorier pour 121,71 € (au lieu de 131,71 €) ;
- Balance générale :
 - Total des recettes : 13.821,67 €
 - Total des dépenses : 13.821,67 €
 - Solde : 0,00 € ;

Considérant que l'examen de la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023, fait par le service Finances, ne soulève aucune remarque complémentaire, dans la mesure où elle porte sur un transfert à l'intérieur des articles sans incidence sur la dotation communale. Les corrections établies portaient, pour la collecte du chauffage, sur une erreur de retranscription et pour les remises allouées au Trésorier, sur une erreur de calcul. Il convient donc de modifier les articles R18C et D41.

Par 22 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – de réformer la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église Saint Blaise de Grand-Hallet qui se clôture comme suit :

Article	Libellé	Montant prévu par la FE dans la modification budgétaire 2023	Montant à inscrire après réformation de la modification budgétaire 2023
R18C	Collecte chauffage	126,55 €	126,56 €
	Total des recettes ordinaires	11.878,65 €	11.878,65 €
D41	Remises allouées au Trésorier	131,71 €	121,71 €
	Total des dépenses ordinaires	13.831,67 €	13.821,67 €

Article 2 – la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église Saint Blaise de Grand-Hallet qui se clôture comme suit, après les réformations mentionnées à l'article 1^{er} :

	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Solde
MB1-2023	11.878,65 €	1.943,02 €	13.821,67 €	0,00 €	Equilibre
Totaux	13.821,67 €		13.821,67 €		0,00 €

Article 3 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église de Grand-Hallet.

25. Fabrique d'église de Wansin - Budget pour l'exercice 2023 - Modification n°1 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu son arrêté du 29 septembre 2022 approuvant le budget 2023 de la Fabrique d'église de Wansin, préalablement approuvé par le Chef Diocésain en date du 26 août 2022 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique de Wansin du 8 novembre 2023 approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Wansin ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2023 du Chef diocésain arrêtant et approuvant, sans remarque ni correction, la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Wansin :

- Balance générale :
 - Total recettes : 9.405,00 €
 - Total dépenses : 9.405,00 €
 - Solde : 0,00 €

Considérant que l'examen, par le service Finances, de la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023, ne soulève aucune remarque, dans la mesure où elle porte sur un transfert à l'intérieur des articles sans incidence sur la dotation communale ;

Par 22 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église Sainte Apolline de Wansin qui se clôture comme suit :

	Recettes		Dépenses		Total
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
MB 1/2023	7.016,78 €	2.388,22 €	9.405,00 €	0,00 €	Équilibre
Total	9.405,00 €		9.405,00 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église de Wansin.

26. Fabrique d'église d'Avin - Budget pour l'exercice 2023 - Modification n°1 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu son arrêté du 25 août 2022 approuvant le budget 2023 de la Fabrique d'église d'Avin, préalablement approuvé par le Chef diocésain en date du 28 juillet 2022 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'Avin du 5 novembre 2023 approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 ;

Vu l'arrêté du Chef diocésain approuvant, en date du 9 novembre 2023, la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église d'Avin, sans remarque ni correction :

Balance générale :

- Total recettes : 20.135,23 €
- Total dépenses : 20.135,23 €
- Solde : 0,00 €

Considérant que l'examen de la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2023, par le service Finances, ne soulève aucune remarque, dans la mesure où elle porte sur un transfert à l'intérieur des articles sans incidence sur la dotation communale ;

Par 22 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – D'approuver la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église Saint Etienne d'Avin qui se clôture comme suit :

	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Total
MB-1-2023	18.686,63 €	1.448,60 €	20.135,23 €	0,00 €	Équilibre
Total	20.135,23 €		20.135,23 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église d'Avin.

27. Fabrique d'église de Bertrée - Budget pour l'exercice 2023 - Modification n°2 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu les décisions du Conseil communal :

- du 25 août 2022 réformant le budget pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Bertrée, préalablement approuvé, sous réserve de modifications, par le Chef diocésain en date du 14 juillet 2022 ;
- du 25 mai 2023 approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Bertrée, préalablement approuvée, sans remarque, par le Chef diocésain en date du 18 avril 2023 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église de Bertrée du 6 novembre 2023, approuvant la modification budgétaire n°2 pour l'exercice 2023 ;

Vu l'Arrêté du 13 novembre 2023 du Chef diocésain, approuvant la modification budgétaire n° 2 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'église de Bertrée, sans remarques :

Récapitulatif	
Supplément communal	5.936,20 €
Résultat présumé	3.063,80 €
Total des dépenses arrêtées par l'Evêque	4.560,00 €
Total général des recettes	12.200,65 €
Total général des dépenses	12.200,65 €
Équilibre du budget 2023	0,00 €

Considérant que l'examen de la modification budgétaire n°2 pour l'exercice 2023, par le service Finances ne soulève aucune remarque complémentaire. Il est à préciser que, suite à la réception de la facture concernant les travaux extraordinaires, la Fabrique d'Eglise a adapté le montant du subside extraordinaire (diminution). Celui-ci s'élève à présent à 1.775,65€ (au lieu de 2.750,00€ initialement prévu) ;

Par 22 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver la modification budgétaire n°2 pour l'exercice 2023 de la Fabrique d'Eglise Saint Pierre de Bertrée qui se clôture comme suit :

	Recettes		Dépenses		Solde
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
MB 2/2023	7.361,20 €	4.839,45 €	10.425,00 €	1.775,65 €	Equilibre
Totaux	12.200,65 €		12.200,65 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église Saint Pierre de Bertrée.

28. Fabrique d'église d'Avin - Budget pour l'exercice 2024 - Modification n°1 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu son arrêté du 17 juillet 2023 approuvant le budget 2024 de la Fabrique d'église d'Avin, préalablement approuvé par le Chef diocésain en date du 27 juin 2023 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'Avin du 5 novembre 2023 approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté du Chef diocésain approuvant, en date du 9 novembre 2023, la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'église d'Avin, sans remarque ni correction :

Balance générale :

- Total recettes : 27.140,03 €
- Total dépenses : 27.140,03 €
- Solde : 0,00 €

Considérant que l'examen de la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2024, par le service Finances, ne soulève aucune remarque complémentaire. Le montant mentionné au poste R25 – Subsidés Extraordinaires de la commune étant déjà prévu au Budget communal 2024 ;

Par 22 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, GERGAY Audrey, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , LARUELLE Jean-Yves, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – D'approuver la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'église Saint Etienne d'Avin qui se clôture comme suit :

	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Total
MB-1-2024	14.793,67 €	12.346,36 €	18.140,03 €	9.000,00 €	Équilibre
Total	27.140,03 €		27.140,03 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église d'Avin.

29. Création de 18 lots à bâtir et d'une voirie, Chemin de la Haillette (PUrb 01/22-BIS) - Prise de connaissance des résultats de l'enquête et avis sur la question de la voirie - Décision

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30, L1131-1 et L1131-2.;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code du développement territorial entré en vigueur le 1er juin 2017 ;

Vu le décret relatif à la voirie communale adopté par le Gouvernement wallon en date du 6 février 2014 publié au Moniteur belge du 4 mars 2014;

Vu la demande de permis d'urbanisation déposée le 05 août 2022 et complétée le 28 novembre 2022 par la **SA CENTRIMO** dont les bureaux sont situés à leperstraat 188 à 8980 Zonnebeke portant sur un

bien sis rue Chemin de la Haillette cadastré Hannut- 1^{ère} division section A parcelle 478C et 868C et ayant pour objet **l'urbanisation d'un terrain en 18 lots avec ouverture et modification de voirie communale** ;

Considérant que cette demande a été complétée le 31 janvier 2018 et a fait l'objet d'un accusé de réception en date du 15 décembre 2022;

Considérant que le bien est situé en zone d'habitat au Plan de Secteur de Huy Waremme approuvé par Arrêté Royal du 21 novembre 1981, et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

Considérant que les travaux sont compatibles avec l'article D.II.24 du CoDT;

Considérant que le bien est situé en zone d'habitat à 'densité moyenne +' au Schéma de développement communal approuvé par le Conseil communal en sa séance du 28 août 2012 et entré en vigueur en date du 02 février 2013;

Considérant que les travaux sont conformes aux orientations du Schéma de développement Communal ; notamment en ce qui concerne la densité ;

Considérant que le bien est situé, à la carte des aires différenciées en aire de bâti villageois (pôles secondaires), GCU A.4. approuvé par Arrêté Ministériel du 17 juillet 2014 et entré en vigueur le 01er octobre 2014;

Considérant que le projet est conforme au guide communal d'urbanisme A.4. ;

Considérant que cette demande comporte une ouverture de voirie permettant de desservir l'ensemble du périmètre d'urbanisation et la prolongation d'une voirie existante, le Chemin de la Haillette, ;

Considérant que la prolongation de la voirie existante s'établit sur 31,49 mètres d'une largeur identique de 4,50 mètres, une bordure de filet d'eau de part et d'autre, et l'aménagement d'un trottoir d'1,50 mètre de largeur en hydrocarboné d'un seul côté, le long du projet ;

Considérant que la voirie à créer présentera une largeur de 4,50 mètres et sera réalisée en revêtement pavés béton drainant avec un filet d'eau central ; que 3 zones de parkings publics seront réalisées en dalles gazon ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'appliquer le décret relatif à la voirie communale du 06 février 2014;

Considérant qu'une enquête publique a été annoncée par voie d'affiches imprimées au droit de la parcelle, par l'envoi d'avis individuels dans un rayon de 50m à partir des limites du terrain, et par insertion dans deux quotidiens régionaux ;

Considérant que l'enquête de publicité qui s'est déroulée du 03 janvier au 01er février 2023 a fait l'objet de 17 réclamations et d'une pétition de 87 signataires ;

Considérant que les réclamations à propos de la voirie portent sur les points suivants :

- Égouttage : incapacité, canalisations insuffisantes, historique des inondations, eaux de pluie...
- Mobilité : Trafic, un seul accès à la nouvelle voirie, densité de circulation sur la rue de la Croisette,...

Considérant les avis sollicités par le Collège communal en date du 15 décembre 2022 auprès de la CCATM (Commission consultative de l'aménagement et du territoire et de la mobilité), la zone de Secours Hesbaye, le SPW DGO 3 (cellule GISER), le Service Technique Provincial et l'AIDE ;

Considérant l'avis favorable de la Zone de Secours Hesbaye réceptionné en date du 09 décembre 2022 ;

Considérant l'avis favorable conditionnel du SPW DGO 3 (cellule GISER) réceptionné en date du 05 janvier 2023 et annexé à la présente ;

Considérant l'avis favorable de l'AIDE, réceptionné en date du 12 janvier 2023, et annexé à la présente ;

Considérant l'avis favorable conditionnel du Service Technique Provincial réceptionné en date du 23 janvier 2023, et annexé à la présente ;

Considérant que la CCATM a émis un avis favorable conditionnel en séance du 13 février 2023, résumé comme suit :

« Considérant que le caractère adéquat du réseau d'égouttage proposé ainsi que la capacité du réseau d'égouttage déjà présent en aval seront analysés par l'AIDE et qu'il convient d'être particulièrement attentif aux remarques qui seraient formulées ;

Considérant que l'exigence d'avoir une voirie traversante dans le périmètre du permis d'urbanisation est respectée vu la possibilité pour les cyclo-piétons de traverser le site ;

Considérant le tracé de la voirie ; qu'il conviendrait de prévoir un dévoiement à l'angle du Chemin de la Haillette et de la nouvelle voirie à créer afin de limiter l'impact sur l'habitation situé face à la sortie du site ;

Considérant que les membres de la CCATM regrettent le nombre élevé d'écarts ;

Considérant que le recul avant sollicité se justifie toutefois au regard du caractère partagé de la voirie à créer ;

Considérant qu'un recul arrière minimum devra être imposé ;

Considérant qu'un décrochement de 2 mètres conforme au guide doit être respecté ;

Considérant que l'écart relatif à l'implantation du faite et la volumétrie de toiture peut se justifier au vu du cadre bâti et de la superficie des parcelles ;

Considérant toutefois que les matériaux proposés (zinc, briques noires et grises) ne peuvent être autorisés vu l'absence de référence dans le cadre bâti ;

Considérant que l'horizontalité des baies est justifiée pour les accès aux espaces de garage ;

Considérant que les impositions relatives aux plantations devront être scrupuleusement respectées, ainsi que des aménagements verts en voirie ;

A la suite de ces débats, la CCATM émet à l'unanimité un avis favorable conditionné au projet au vu des remarques qui précèdent. »

Considérant que suite aux différentes remarques, l'auteur de projet a déposé des plans modifiés en date du 11 septembre 2023 et ayant fait l'objet d'un accusé de réception en date du 25 septembre 2023 ;

Considérant que les modifications portent sur :

- Système d'infiltration de type chaussée réservoir avec revêtement de la voirie en tarmac ;
- Délimitation d'une zone pour une cabine électrique ;
- Réaménagement de l'accès de la nouvelle voirie depuis le chemin de la Haillette ;
- Zones de rebroussement versées dans le domaine public ;
- 2 emplacements de parcage public supplémentaires ;
- Suppression d'un écart au guide communal d'urbanisme pour la teinte de la brique (grise et noire) ;

Considérant que l'avis de la Zone de Secours, de l'AIDE et du Service Technique Provincial a été sollicité en date du 25 septembre 2023 ;

Considérant l'avis favorable de la Zone de Secours Hesbaye réceptionné en date du 03 octobre 2023, dont copie en annexe ;

Considérant l'avis favorable conditionnel de l'AIDE, réceptionné en date du 30 octobre 2023, dont copie en annexe ;

Considérant que l'avis du Service Technique Provincial est réputé favorable par défaut ;

Considérant qu'une nouvelle enquête publique a été annoncée par voie d'affiches imprimées au droit de la parcelle, par l'envoi d'avis individuels dans un rayon de 50m à partir des limites du terrain, et par insertion dans deux quotidiens régionaux ;

Considérant que l'enquête de publicité qui s'est déroulée du 05 octobre au 03 novembre 2023 a fait l'objet de 5 réclamations ; qu'une 6ème réclamation nous est parvenue hors-délai ;

Considérant que les réclamations à propos de la voirie portent sur les points suivants :

- Égouttage : incapacité, canalisations insuffisantes, historique des inondations, eaux de pluie...
- Mobilité : Trafic, un seul accès à la nouvelle voirie, densité de circulation sur la rue de la Croisette,...

Considérant qu'en ce qui concerne l'égouttage, le projet est situé en zone d'assainissement collectif;

Considérant que la conception d'une chaussée réservoir est la mieux adaptée au projet ; qu'il faudra prévoir le raccordement des drains sur une chambre de visite du réseau d'égouttage pour une fonction de trop-plein ;

Considérant que les eaux pluviales de la future voirie seront gérées dans la sous-fondation, et celles des futures habitations seront infiltrées dans la parcelle ; que chaque lot devra être équipée d'une citerne d'eau de pluie de 10.000L ;

Considérant que le dimensionnement du réseau pour les eaux usées est adapté et le diamètre permettra un entretien aisé ; que le raccordement du nouvel égout à celui du chemin de la Haillette devra se faire sur une nouvelle chambre de visite à créer ;

Considérant que l'égouttage du chemin de la Haillette est connecté à celui de la rue Derrière les Prés ; que des travaux de redimensionnement sont prévus dans le cadre du PIC en 2025; que ce nouvel égouttage sera suffisant pour canaliser les eaux usées supplémentaires du présent projet;

Considérant que ces travaux seront réalisés avant le raccordement des nouvelles habitations;

Considérant qu'en ce qui concerne la mobilité, la nouvelle voirie partagée sera limitée à 20 km/h; que pour faire respecter cette vitesse, il y a lieu de répéter des aménagements tous les 50 mètres (chicanes, plateaux,...);

Considérant qu'il ne subsiste plus qu'une seule aire de rebroussement au droit du lot 5 ; qu'elle sera provisoire dans l'attente de la prolongation du Chemin de la Haillette ;

Considérant que la liaison de la nouvelle voirie avec le chemin de Thisnes (bi-bande) sera délimitée par des potelets amovibles afin d'empêcher l'accès aux véhicules motorisés ; qu'il devra être de même au bout de la prolongation du chemin de la Haillette ;

Considérant que le dévoiement à l'angle du chemin de la Haillette facilite l'accès au futur périmètre urbanisable ; que cela diminuera l'impact des phares des véhicules sortants dans la buanderie de l'habitation située en vis-à-vis ;

Considérant qu'une surélévation d'entrée et de sortie est à privilégier (plateau ou trottoir traversant) ou, à défaut, un marquage au sol (rappel, revêtement différent, etc...);

Considérant que l'accès au Chemin de la Haillette depuis la voirie régionale rue de la Croisette présente expressément un rétrécissement afin de ralentir le trafic et sécuriser le carrefour;

Considérant que la rue de la Croisette présente également des dispositifs pour les vélos, permettant de renforcer la sécurité;

Considérant que le Chemin de Thisnes est réservé aux modes doux et offre un accès direct au centre-ville aux futurs habitants;

Considérant que la rue Derrière les Prés est actuellement une voirie en cul-de-sac;

Considérant que le projet apportera une cinquantaine de déplacements de véhicule au quotidien; que cela ne congestionnera pas le carrefour; que le projet est très localisé et ne créera pas de trafic de transit ;

Vu le décret du 06 février 2014 portant sur la voirie communale ;

Sur proposition du Collège communal,

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} - De prendre connaissance des résultats de l'enquête publique réalisée du 03 janvier au 01^{er} février 2023 et du 05 octobre au 03 novembre 2023.

Article 2 – De marquer son accord sur la création d'une voirie communale et la prolongation du Chemin de la Haillette et au respect des conditions suivantes:

- L'incorporation dans le domaine public communal, d'après le plan d'emprise, d'une nouvelle voirie publique pour une superficie approximative de 1014,26 M2;
- La surface sera mentionnée avec précision sur base d'un plan précis dressé après réalisation des travaux par un géomètre;
- Après cession, la reprise de ces voiries par la commune aura lieu pour autant qu'elle soit quitte et libre de toute charge hypothécaire et qu'elle réponde aux impositions du dernier cahier des charges "CCT Qualiroutes" après réception définitive de ladite voirie;
- L'exécution des travaux éventuels sollicités par les impétrants compétents est à charge du demandeur;
- Un acte de cession d'emprise sera dressé et signé par les parties dans les 3 mois de la réception définitive des travaux; les frais notariaux y afférents seront pris en charge par le demandeur.

Article 3 - D'accorder à la présente décision les mesures de publicité suivantes :

- Le conseil communal demande au collège communal d'informer le demandeur par envoi dans les quinze jours à dater de la présente délibération.
- Le conseil communal demande au collège d'envoyer en outre simultanément la présente délibération au Gouvernement wallon représenté par la DGO4.
- Le public est informé de la présente délibération par voie d'avis suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et la délibération est intégralement affichée, sans délai et durant quinze jours.
- La présente délibération est intégralement notifiée aux propriétaires riverains.

Article 4 - Que le demandeur ou tout tiers justifiant d'un intérêt peut en application du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale introduire un recours à l'encontre de la présente décision auprès du Gouvernement Wallon, sous peine d'irrecevabilité, à l'adresse de la Direction générale opérationnelle, Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du SPW.

30. Elargissement de l'assiette de la voirie en vue de la création d'un cheminement dédié à la mobilité active, avenue Paul Brien (V 02/23) - Accord sur la modification de voirie - Décision

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30, L1131-1 et L1131-2.;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code du développement territorial entré en vigueur le 1er juin 2017 ;

Vu le décret relatif à la voirie communale adopté par le Gouvernement wallon en date du 6 février 2014 (MB 04 mars 2014);

Vu la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement élaborée par le demandeur ;

Vu le schéma général du réseau des voiries dans lequel s'inscrit la demande;

Vu la note justificative de la demande de modification de voirie eu égard aux compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics, jointe à la demande, conformément à l'article 11 du Décret régional wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Vu le plan général d'alignement élaboré par le bureau d'études B. Bodson pour le compte de la Ville de Hannut ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin au 14 juillet 2023 ;
Qu'aucune réclamation n'a été émise lors de cette enquête ;

Considérant que l'enquête publique a été annoncée par voie d'affiches imprimées au droit de la parcelle et par insertion dans deux quotidiens régionaux ainsi que le bulletin communal ;

Considérant que le décret du 6 février 2014 tend à assurer ou améliorer le maillage des voiries, à faciliter les cheminements des usagers faibles et à encourager l'utilisation des modes doux de communication ;

Vu le Plan d'investissement Wallonie cyclable 2020-2021 (PIWACY 20-21) ;

Considérant que la Ville de Hannut, commune pilote, souhaite mettre en œuvre, dans le cadre du PIWACY, deux actions clés, à savoir la réalisation d'un cheminement dédié à la mobilité douce :

- rue Joseph Wauters
- avenue Paul Brien ;

Considérant que ces projets sont issus de l'étude réalisée sur l'entièreté du territoire de la Ville de Hannut, par le bureau d'étude ICEDD ;

Considérant que la mise en œuvre de ces projets nécessite l'élargissement de la voirie existante ;

Considérant qu'il revient aux autorités publiques à travers la délivrance des permis de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable et que le présent projet contribue à l'amélioration des cheminements dédiés à la mobilité douce, permettant de relier le centre de Hannut à ses villages ;

Considérant que la liaison de l'avenue Paul Brien permettra plus précisément de relier un important pôle scolaire mais aussi de décroiser la Nord de la Commune (Grand-Hallet et Petit-Hallet) ;
Que cette liaison est complétée par le chemin réservé F99c de la rue de l'Epinette ;

Considérant que la Région Wallonne assurera la mise en place d'une traversée sécurisée sur le R62 ;

Considérant qu'aucune incidence négative notable ne ressort du projet après analyse de la notice d'incidences ;

Considérant que la présente demande a été introduite en date du 06 juin 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'approuver l'élargissement de la voirie conformément à l'article 7 du décret régional wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Considérant qu'il appartient donc à l'autorité compétente de se prononcer dans le cadre de la présente demande uniquement sur le principe même de cet élargissement de la voirie communale et non, strictement, sur l'aménagement de celle-ci ;

Considérant que le décret du 6 février 2014 a pour but de préserver l'intégrité, la viabilité et l'accessibilité des voiries communales ;

Vu les compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics ;

Considérant que la présente délibération tend à assurer et améliorer le maillage des voiries, à faciliter les cheminements des usagers faibles et à encourager l'utilisation des modes doux de communication ;

Considérant qu'en matière de sûreté, les aménagements prévus permettront de garantir la sécurité des usagers ;

Considérant dès lors que le projet de création de voirie communale rencontre les exigences nécessaires au regard des compétences de la commune en matière de propreté, salubrité, sûreté, tranquillité, convivialité et commodité du passage du public ;

Considérant que cette demande de modification de voirie devra être consignée dans un registre communal indépendant du registre des délibérations communales prévu par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Vu le décret du 06 février 2014 portant sur la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de prendre connaissance des résultats de l'enquête publique réalisée du 15 juin au 14 juillet 2023.

Article 2 - De marquer son accord sur la demande d'élargissement de la voirie en vue de la création d'un cheminement dédié à la mobilité active avenue Paul Brien ;

Article 3 - D'accorder à la présente décision les mesures de publicité suivantes :

- Le conseil communal demande au collège communal d'informer le demandeur par envoi dans les quinze jours à dater de la présente délibération
- Le conseil communal demande au collège communal d'envoyer en outre simultanément la présente délibération au Gouvernement wallon représenté par la DGO4
- Le public est informé de la présente délibération par voie d'avis suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et la délibération est intégralement affichée, sans délai et durant quinze jours.
- La présente délibération est intégralement notifiée aux propriétaires riverains.

Article 4 - Le demandeur ou tout tiers justifiant d'un intérêt peut en application du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale introduire un recours à l'encontre de la présente décision auprès du Gouvernement Wallon, sous peine d'irrecevabilité, à l'adresse de la Direction générale opérationnelle, Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du SPW.

31. Elargissement de l'assiette de la voirie en vue de la création d'un cheminement dédié à la mobilité active, rue Joseph Wauters (V 01/23) - Accord sur la modification de voirie - Décision

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30, L1131-1 et L1131-2.;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code du développement territorial entré en vigueur le 1er juin 2017 ;

Vu le décret relatif à la voirie communale adopté par le Gouvernement wallon en date du 6 février 2014 (MB 04 mars 2014);

Vu la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement élaborée par le demandeur ;

Vu le schéma général du réseau des voiries dans lequel s'inscrit la demande;

Vu la note justificative de la demande de modification de voirie eu égard aux compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics, jointe à la demande, conformément à l'article 11 du Décret régional wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Vu le plan général d'alignement élaboré par le bureau d'études B. Bodson pour le compte de la Ville de Hannut ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin au 14 juillet 2023 ;
Qu'aucune réclamation n'a été émise lors de cette enquête ;

Considérant que l'enquête publique a été annoncée par voie d'affiches imprimées au droit de la parcelle et par insertion dans deux quotidiens régionaux ainsi que le bulletin communal ;

Considérant que le décret du 6 février 2014 tend à assurer ou améliorer le maillage des voiries, à faciliter les cheminements des usagers faibles et à encourager l'utilisation des modes doux de communication ;

Vu le Plan d'investissement Wallonie cyclable 2020-2021 (PIWACY 20-21) ;

Considérant que la Ville de Hannut, commune pilote, souhaite mettre en œuvre, dans le cadre du PIWACY, deux actions clés, à savoir la réalisation d'un cheminement dédié à la mobilité douce :

- rue Joseph Wauters
- avenue Paul Brien ;

Considérant que ces projets sont issus de l'étude réalisée sur l'entièreté du territoire de la Ville de Hannut, par le bureau d'étude ICEDD ;

Considérant que la mise en œuvre de ces projets nécessite l'élargissement de la voirie existante ;

Considérant qu'il revient aux autorités publiques à travers la délivrance des permis de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable et que le présent projet contribue à l'amélioration des cheminements dédiés à la mobilité douce, permettant de relier le centre de Hannut à ses villages ;

Considérant que la liaison de la rue Joseph Wauters permettra plus précisément de relier le village de Poucet au RAVeL et de décroiser l'Est de la Commune, soit les villages de Trognée, Abolens, Poucet et Blehen ;

Considérant qu'aucune incidence négative notable ne ressort du projet après analyse de la notice d'incidences ;

Considérant que la présente demande a été introduite en date du 06 juin 2023 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'approuver la création de la voirie conformément à l'article 7 du décret régional wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Considérant qu'il appartient donc à l'autorité compétente de se prononcer dans le cadre de la présente demande uniquement sur le principe même de l'ouverture de la voirie communale et non, strictement, sur l'aménagement de ces voiries ;

Considérant que le décret du 6 février 2014 a pour but de préserver l'intégrité, la viabilité et l'accessibilité des voiries communales ;

Vu les compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics ;

Considérant que la présente délibération tend à assurer et améliorer le maillage des voiries, à faciliter les cheminements des usagers faibles et à encourager l'utilisation des modes doux de communication ;

Considérant qu'en matière de sûreté, les aménagements prévus permettront de garantir la sécurité des usagers ;

Considérant dès lors que le projet de création de voirie communale rencontre les exigences nécessaires au regard des compétences de la commune en matière de propreté, salubrité, sûreté, tranquillité, convivialité et commodité du passage du public ;

Considérant que cette demande de modification de voirie devra être consignée dans un registre communal indépendant du registre des délibérations communales prévu par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Vu le décret du 06 février 2014 portant sur la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de prendre connaissance des résultats de l'enquête publique réalisée du 15 juin au 14 juillet 2023.

Article 2 - De marquer son accord sur la demande d'élargissement de la voirie en vue de la création d'un cheminement dédié à la mobilité active avenue Paul Brien ;

Article 3 - D'accorder à la présente décision les mesures de publicité suivantes :

- Le conseil communal demande au collège communal d'informer le demandeur par envoi dans les quinze jours à dater de la présente délibération
- Le conseil communal demande au collège communal d'envoyer en outre simultanément la présente délibération au Gouvernement wallon représenté par la DGO4
- Le public est informé de la présente délibération par voie d'avis suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et la délibération est intégralement affichée, sans délai et durant quinze jours.
- La présente délibération est intégralement notifiée aux propriétaires riverains.

Article 4 - Le demandeur ou tout tiers justifiant d'un intérêt peut en application du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale introduire un recours à l'encontre de la présente décision auprès du Gouvernement Wallon, sous peine d'irrecevabilité, à l'adresse de la Direction générale opérationnelle, Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du SPW.

32. Adoption d'un règlement relatif à l'octroi d'une prime communale « anti-inondation » dans le cadre de la mise en place de dispositifs durables de protection contre les inondations et les coulées boueuses - Approbation

Vu la Constitution belge ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la Ville de Hannut a subi des inondations importantes en 2022, 2021 et antérieurement ;

Considérant les changements climatiques qui ont un impact important sur la pluviométrie (intensité après épisode de sécheresse) ;

Considérant que des phénomènes constatés une fois par décennie sont maintenant plus fréquents et qu'il convient de prendre les mesures nécessaires afin de limiter les dégâts suite aux inondations, que ce soit sur le domaine public mais également pour protéger les biens de personnes ;

Considérant que, dans sa politique de résilience contre les inondations, la Ville de Hannut a réalisé une étude générale sur son territoire en matière de gestion des eaux et inondations devant aboutir sur la réalisation de plusieurs ouvrages d'art permettant de lutter contre les inondations et coulées boueuses ;

Considérant que, parallèlement à ces mesures, la Ville doit aussi encourager les citoyens à protéger leur propriété privée ;

Considérant que la commune a une mission de sensibilisation et d'information aux citoyens pour protéger leurs biens ;

Considérant que les primes sont considérées comme des dépenses facultatives et qu'elles doivent être octroyées par les communes dans les limites de leurs possibilités budgétaires ;

Considérant que les crédits budgétaires sont prévus à l'article 482/331-01 de l'exercice 2023 et aux exercices suivants ;

Considérant la transmission du dossier complet au directeur financier en date du 28 novembre 2023 et que celui-ci dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour rendre son avis ;

Considérant l'avis favorable du directeur financier en date du 05 décembre 2023 ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique - D'approuver le règlement relatif à l'octroi d'une prime communale « anti-inondation » pour la mise en place de dispositifs durables de protection contre les inondations et les coulées boueuses dont le texte est reproduit ci-après :

"Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale « anti-inondation » pour la mise en place de dispositifs durables individuels de protection contre les inondations et les coulées boueuses.

Article 1 - Dans les conditions du présent règlement, le Collège communal octroie une prime à la mise en place de dispositifs durables individuels de protection contre les inondations et les coulées boueuses, ci-après dénommée "prime anti-inondation".

Article 2 - Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, la prime anti-inondation est octroyée pour l'équipement d'immeubles privés bâtis situés sur le territoire de la Commune de Hannut par la mise en place de dispositifs durables de protection contre l'intrusion des eaux par ruissellement ou débordement.

Article 3 - Peuvent bénéficier de cette prime les personnes physiques ou morales

- dont l'immeuble bâti se situe dans une zone d'aléa d'inondation, cartographiée par la Région wallonne **ou** qui a subi des dégâts justifiés suite à une inondation par ruissellement ou débordement depuis le 1^{er} mai 2021 ;
- dont l'immeuble bâti est régulièrement occupé ;
- qui sont titulaires d'un droit réel sur l'immeuble bâti tels que propriétaires, copropriétaires, usufruitiers, nus propriétaires, emphytéotes, locataires ayant un bail enregistré ;
- qui mettent en œuvre eux-mêmes des équipements ou des travaux de protection contre l'intrusion des eaux ou les font réaliser par une entreprise enregistrée ;

Les conditions énoncées ci-avant sont cumulatives.

Les dégâts des eaux visés ci-dessus doivent être postérieurs au 1er mai 2021.

Une seule prime anti-inondation pourra être octroyée sur une période de 5 ans et par immeuble bâti.

Article 4 - Peuvent être subsidiés les travaux et équipements visant la prévention des dégâts pouvant survenir à l'intérieur d'un immeuble bâti par l'intrusion des eaux lors de fortes intempéries.

A titre d'exemple, peuvent être envisagés les travaux et équipements suivants :

- Installation d'avaloirs sur le domaine privé ;
- Installation de clapet anti-retour sur le réseau privé d'égouttage ;
- Aménagement des évacuations privées existantes ;
- Maçonneries ;
- Installation de fascines et de haies ;
- Installation de batardeaux et autres digues amovibles ;
- Création de fossés ;

Article 5 - Les travaux et équipements envisagés doivent être conformes aux dispositions du Code du développement territorial, du Titre V du Code de l'Eau, du règlement de Police de la Ville de Hannut intégrant le décret du Code de l'Environnement et du Code civil, notamment celle prévoyant que les fonds inférieurs doivent pouvoir recevoir les eaux naturelles et autres matières charriées par celles-ci en provenance de fonds supérieurs sans en entraver l'écoulement.

Ainsi, les autorisations ou permis préalables à la réalisation de certains ouvrages devront être obtenus. Un bien frappé d'une infraction urbanistique ne peut faire l'objet d'une prime anti-inondation.

Article 6 - Le montant de la prime anti-inondation s'élève à 80 % de la dépense et est plafonné à 1000€ par immeuble et par période de cinq ans.

La prime communale peut être cumulée à d'autres aides financières publiques à condition que le montant des aides cumulées ne dépasse pas le coût des investissements.

Article 7 - La demande de prime est introduite par écrit auprès du Collège communal de la Ville de Hannut sur base du formulaire prévu à cet effet et disponible à l'administration communale et sur le site internet de la Ville ;

Pour être recevable, ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

- une copie de la carte d'identité du demandeur ;
- les coordonnées du bien à protéger ;
- la preuve d'un droit réel sur l'immeuble concerné par la demande ou, si le demandeur est locataire, d'une autorisation écrite du propriétaire quant à la mise en place d'un dispositif de protection contre l'intrusion des eaux ; en cas de copropriété, un représentant de celle-ci sera mandaté pour introduire la demande moyennant la preuve de l'accord de la copropriété.
- le type d'inondation visée (coulée de boue ou débordement de cours d'eau) ;
- une description précise du projet et la technique de protection choisie ;
- une photo des lieux à protéger et/ ou des photos des inondations subies ;
- un devis datant de moins de 3 mois, le cas échéant, en cas de travaux à réaliser
- une facture postérieure au 1^{er} mai 2021 justifiant des travaux réalisés et, s'il échet, la copie du permis d'urbanisme autorisant les dits travaux.

La Ville se réserve le droit de réclamer tout autre document justificatif qu'elle estime nécessaire à l'analyse du dossier.

Article 8 - Examen des demandes et décision d'octroi

Les demandes seront traitées dans l'ordre chronologique d'introduction du dossier complet et dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

La priorité sera donnée aux immeubles d'habitation et espaces commerciaux.

La décision du Collège communal sur la demande de prime est notifiée au demandeur dans les meilleurs délais à compter de la date d'introduction du dossier complet joint au formulaire de demande.

Dans les 45 jours de la notification de la décision du Collège communal sur la demande de prime ou sur le constat d'achèvement du projet, le demandeur peut, en cas de refus d'octroi de la prime, adresser au Collège communal un courrier de réclamation motivant les raisons de sa contestation. Le Collège communal statue sur cette réclamation dans les meilleurs délais après sa réception.

Article 9 - La prime anti-inondation est octroyée après la décision d'octroi de la prime et liquidée par virement bancaire après constat d'achèvement des travaux.

L'achèvement des travaux sera constaté par le Collège communal sur base de factures relatives aux installations ou réalisations effectuées, de preuves de paiement y afférentes et de photos des réalisations faites.

La Ville de Hannut se réserve le droit de procéder sur place au contrôle de l'emploi de la prime accordée et de réclamer des justificatifs supplémentaires à ceux joints au formulaire de demande ou à la déclaration d'achèvement du projet.

La décision du Collège communal sur le constat d'achèvement du projet est notifiée au demandeur dans les meilleurs délais à compter de la date de déclaration d'achèvement des travaux.

Article 10 - Engagements du demandeur :

Sauf si l'immeuble a été impacté par les inondations et/ou coulées de boue survenues avant l'entrée en vigueur du présent règlement (dès 2021) le demandeur réalise les travaux postérieurement à la date de confirmation de l'intervention de la Ville de Hannut.

Le demandeur s'engage à :

- autoriser la visite de l'immeuble concerné par un agent de l'Administration communale afin d'examiner l'utilité des travaux envisagés et la pertinence des choix techniques retenus ; le demandeur en est averti au moins 7 jours calendrier avant la visite des lieux ;

- assurer l'entretien du dispositif de protection (joints, entretien régulier, renouvellement des pièces usées) durant toute la durée de l'existence du dispositif.
- ne pas modifier le projet ayant fait l'objet de la demande sans l'autorisation de la Ville ;
- ne pas vendre indépendamment de l'immeuble le dispositif pour lequel une prime anti-inondation a été obtenue pendant une période de 5 ans à partir de la date d'obtention de la prime. Dans le cas où le bénéficiaire est locataire des lieux, cette obligation s'éteint lorsque le contrat de location prend fin ;
- en cas d'installation de fascines et/ou de creusement de fossés, ne pas utiliser de produits phytosanitaires pour leur entretien ;
- en cas de recours à un batardeau, veiller à ce que le dispositif n'encombre pas l'espace public ;

Article 11 - Les travaux ou l'installation d'équipements ne peuvent être entamés qu'après la notification de la décision d'octroi de la prime par le Collège communal, à l'exception des travaux et aménagements déjà effectués entre le 1^{er} mai 2021 et la date d'entrée en vigueur du présent règlement pour autant qu'ils répondent aux conditions reprises à l'**article 5**.

Article 12 - En cas de non-respect des dispositions du présent règlement, quelle qu'en soit la cause, le bénéficiaire sera tenu de rembourser la part non-justifiée de la prime octroyée. Une invitation à payer lui sera envoyée et il aura un délai de 15 jours pour rembourser la somme perçue indûment.

À défaut de paiement dans le délai prescrit, le montant réclamé sera majoré, de plein droit lors de la mise en demeure, des frais administratifs de recouvrement (correspondant aux frais pour l'envoi recommandé) fixés forfaitairement à 10,00 €.

À défaut de paiement après la mise en demeure, le recouvrement de la redevance et des frais sera effectué par contrainte par exploit d'huissier, rendue exécutoire par le Collège communal, conformément à l'article L1124-40, § 1er, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Un recours contre cet exploit d'huissier peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

Article 13 - Le demandeur est entièrement et seul responsable des dommages matériels et corporels qui pourraient être occasionnés par le dispositif quelle qu'en soit la cause et plus particulièrement du fait d'un défaut d'entretien ou du non-respect des engagements et conditions visés dans le présent règlement.

Article 14 - Le demandeur est informé que les documents fournis dans le cadre de sa demande peuvent être utilisés par l'Administration communale à des fins statistiques et d'état des lieux des cas d'inondation sans communication des données personnelles.

Article 15 - Le traitement des données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : la commune de Hannut,
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la prime communale,
- Catégorie de données selon le type de règlements –prime anti-inondation : données d'identification directes, coordonnées de contact, caractéristiques personnelles, renseignements immobiliers, données financières et transactionnelles.
- Durée de conservation : la commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat,
- Méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur et consultation de bases de données,
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi ou à des sous-traitants de la commune.

Article 16 -Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication conformément aux articles L1133-1 et -2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation relatifs à la publication des actes.

Le Collège communal se réserve le droit de déroger à l'une ou plusieurs dispositions du présent règlement."

33. Octroi d'une subvention directe en numéraire au comité de jumelage "Avin-Taizé" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Vu la demande de subside introduite en date du 27 novembre 2023 par M. Benoit GEUQUET, responsable du Comité de Jumelage Avin-Taizé;

Considérant que les activités des Comités de Jumelage poursuivent un intérêt public et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville de Hannut dans les domaines éducatif et associatif;

Considérant la délibération du Collège communal du 20 octobre 2023 admettant la facture produite par le Comité de Jumelage Avin-Taizé justifiant le subside octroyé par le conseil communal du 23 mars 2023 d'un montant de 1.000,00 €;

Considérant que lors des dernières discussions budgétaires, il a été décidé d'octroyer au comité de jumelage Avin-Taizé une aide supplémentaire, venant se greffer au subside octroyé le 23 mars dernier afin de palier à l'augmentation considérable des frais de déplacement du comité vers Taizé;

Considérant que l'approbation par le Gouvernement wallon des modifications budgétaires (ordinaire et extraordinaire) n° 2/2023;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire pour l'exercice 2023, sous l'article 76302/332-02;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'octroyer au Comité de Jumelage Avin-Taizé une subvention directe en numéraire complémentaire d'un montant de 2.000,00 € (deux mille euros);

Article 2 - cette subvention devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente au fonctionnement général du comité et sera liquidée en une seule fois;

Article 3 - Pour le 31 décembre 2023 au plus tard, le bénéficiaire dont il est question à l'article 1er devra produire une pièce ou toute autre pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée.

Article 4 - L'association, dont question à l'article 1er, devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où :

- elle ne rentrerait pas une facture ou toute autre pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée pour le 31 décembre 2023 ;
- elle s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- elle n'utiliserait pas la subvention octroyée aux fins définies par la convention.

Article 5 - Le Conseil communal mandate Monsieur le Directeur financier afin de procéder au versement de la subvention respectives ci-dessus mentionnées.

34. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'association "Comité de la République libre de Blehen" pour le fleurissement du village - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant le courrier en date du 27 septembre 2023 par lequel l'Asbl « Comité de la République libre de Blehen » sollicite une subvention communale afin de couvrir les frais inhérents à la décoration florale du village ;

Considérant qu'il convient de soutenir les associations locales dans la promotion d'actions de fleurissement des villages de l'entité ;

Considérant que les activités développées par la dite association poursuivent un intérêt général au sens de l'article L 3331-2 du Code susmentionné et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville de Hannut dans les domaines associatif et environnemental ;

Considérant que l'Asbl "Comité de la République libre de Blehen " ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention communale reçue précédemment et ne doit pas, à ce jour, justifier l'utilisation de subvention(s) reçue(s) précédemment de la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire pour l'exercice 2023, sous l'article 76306/332-02 ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – Le Conseil communal accordera à l'Asbl « Comité de la République libre de Blehen » une subvention directe en numéraire d'un montant de 200,00 € (deux cents euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense en rapport avec le fleurissement du village de Blehen ;
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - et antérieurement à la production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 31 décembre 2024 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 3 - L'association « Comité de la République libre de Blehen » devra sans délai rembourser la subvention octroyée dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- ne rentrerait pas pour le 31 décembre 2024 les justificatifs attestant l'utilisation de la subventions aux fins pour lesquelles elle a été accordée ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

35. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'association "Comité de la république libre de Blehen" pour les festivités villageoises - Décisions et conditions d'octroi

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant les courriers en dates du 13 et 27 septembre 2023 par lesquels l'Asbl « Comité de la République libre de Blehen » sollicite, en raison de l'absence d'une salle de village, une subvention communale afin de couvrir les frais de location, plusieurs fois par an, de tonnelles, frigos, tables et chaises dans le cadre des animations villageoises qu'elle organise ;

Considérant que de manière récurrente, l'Asbl « Comité de la République libre de Blehen » perçoit, à l'instar des autres comités de village, une subvention d'un montant de 300,00 € pour l'organisation des festivités villageoises ;

Considérant que depuis le 1er juillet 2022, l'Asbl « Comité de la République libre de Blehen » a la possibilité d'occuper les infrastructures communales de la Brasserie du Flo de Blehen pour l'organisation de certaines de ses activités ;

Considérant pour le surplus que les activités développées par la dite association poursuivent un intérêt général au sens de l'article L 3331-2 du Code susmentionné et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la commune dans les domaines culturel et associatif ;

Considérant que l'Asbl "Comité de la République libre de Blehen " ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention communale reçue précédemment et ne doit pas, à ce jour, justifier l'utilisation de subvention(s) reçue(s) précédemment de la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire pour l'exercice 2023, sous l'article 762/332-02 ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – Le Conseil communal accordera à l'Asbl « Comité de la République libre de Blehen » une subvention directe en numéraire d'un montant de 300,00 € (trois cents euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense en rapport avec la location de tonnelles, frigos, tables et chaises ou, de manière générale, avec l'organisation de festivités villageoises ;
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - et antérieurement à la production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 31 décembre 2024 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 3 - L'association « Comité de la République libre de Blehen » devra sans délai rembourser la subvention octroyée dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- ne rentrerait pas pour le 31 décembre 2024 les justificatifs attestant l'utilisation de la subventions aux fins pour lesquelles elle a été accordée ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

36. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'Asbl « APIC » - Décision et conditions

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le courrier du 29 novembre 2023 par lequel l'Asbl "APIC" sollicite le bénéfice d'une subvention communale en vue de l'aider financièrement dans l'organisation d'activités culturelles diverses à destination du public de la Passerelle et d'Inter-Actions ;

Considérant que les activités de ladite association poursuivent un intérêt public par la qualité des services proposés aux personnes vivant un handicap et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville de Hannut dans les domaines culturel et associatif ;

Considérant que l'Asbl concernée ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention communale reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment de la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés ont été inscrits au budget ordinaire pour l'exercice 2023, sous l'article 762/332-02 ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} – Le Conseil communal accordera à l'ASBL « APIC » une subvention directe en numéraire d'un montant de 500,00 € (cinq cents euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à l'organisation d'activités culturelles diverses à destination du public de la Passerelle et d'Inter-Actions (location de salle, achat de matériel, achat de chèques "Article 27", ...);
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - et antérieurement à la production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 30 juin 2024 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 3 - L' ASBL « APIC » devra sans délai rembourser la subvention octroyée dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- ne rentrerait pas pour le 30 juin 2024 les justificatifs attestant l'utilisation de la subventions aux fins pour lesquelles elle a été accordée ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

37. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'association "Atelier Garance" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu le courrier en date du 10 novembre 2023 par lequel l'association « Atelier Garance » sollicite le bénéfice d'une subvention communale en vue de l'aider financièrement dans l'organisation de cours de peinture pour amateurs ;

Considérant que les activités développées par la dite association poursuivent un intérêt général au sens de l'article L 3331-2 du Code susmentionné et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans les domaines culturel et associatif ;

Considérant que l'association « Atelier Garance » ne doit pas, par ailleurs, restituer une subvention communale reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment de la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire pour l'exercice 2023 sous l'article 762/332-02;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal accordera à l'association « Atelier Garance » une subvention directe en numéraire d'un montant de 250,00 € (deux cent cinquante euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à l'organisation de cours de peinture pour amateurs au cours de l'année 2023 ;
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - postérieurement à la production des pièces justificatives prévues à l'article 2.

Article 2 - Pour le 31 mai 2024 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 3 - L'association « Atelier Garance » devra sans délai rembourser la subvention octroyée dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

38. Marché public de travaux d'entretien extraordinaire des voiries communales 2024 - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les voiries subissent des dégradations dues au trafic routier, aux travaux dus aux impétrants, mais également aux conditions hivernales ;

Considérant qu'il est de bonne gestion de prévoir, de manière récurrente, des réparations aux voiries afin de garantir la sécurité des usagers et maintenir un bon état général ;

Considérant que l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision la quantité de travaux à réaliser, mais dispose d'une enveloppe budgétaire calculée sur les années antérieures ;

Considérant que pour ces motifs il est nécessaire de lancer une procédure de marché public de travaux ;

Considérant le cahier des charges N° 2023/210 relatif au marché "Entretien extraordinaire des voiries communales 2024" établi le 7 novembre 2023 par le Département Infrastructures communales ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 423.362,85 € hors TVA ou 512.269,05 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du budget 2024, à l'article 421/735-60 (n° Projet 20240004) et sera financé par emprunt ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 17 novembre 2023, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 20 novembre 2023 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 30 novembre 2023 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - D'approuver le cahier des charges N° 2023/210 du 7 novembre 2023 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire des voiries communales 2024", établis par le Département Infrastructures communales. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 423.362,85 € hors TVA ou 512.269,05 €, 21% TVA comprise.

Article 2 - De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 - De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4 - De financer cette dépense par le crédit inscrit au service extraordinaire du budget 2024, à l'article 421/735-60 (n° Projet 20240004).

39. Marché public de travaux de traitement superficiel des voiries communales en 2024 - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que les voiries subissent des dégradations dues au trafic routier, aux travaux dus aux imprégnants, mais également aux conditions hivernales ;

Considérant que les travaux consistent en du rescellage des voiries communales ;

Considérant que pour ces motifs il est nécessaire de lancer une procédure de marché public de travaux ;

Considérant le cahier des charges N° 2023/214 relatif au marché "Traitement Superficiel des Voiries Communales 2024" établi le 14 novembre 2023 par le Département Infrastructures communales ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 105.839,50 € hors TVA ou 128.065,80 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant estimé hors TVA n'atteint pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée sans publication préalable de 140.000,00 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que pour ces motifs ce marché rentre parfaitement dans le cadre de l'application de l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du budget 2024, à l'article 421/735-60 (n° Projet 20240033) et sera financé par fonds propres ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 17 novembre 2023, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 27 novembre 2023 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 30 novembre 2023 ;

Pour ses motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – D'approuver le cahier des charges N° 2023/214 du 14 novembre 2023 et le montant estimé du marché "Traitement Superficiel des Voiries Communales 2024", établis par le Département Infrastructures communales. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 105.839,50 € hors TVA ou 128.065,80 €, 21% TVA comprise.

Article 2 – De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 – De financer cette dépense par le crédit inscrit au service extraordinaire du budget 2024, à l'article 421/735-60 (n° Projet 20240033).

40. Octroi d'une subvention d'investissement complémentaire en numéraire à l'Asbl "R.F.C. Wallonia Thisnes" - Décision et conditions d'octroi

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, modifié par le Décret du Conseil régional wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331-8;

Vu la Loi du 21 juillet 1921, telle que modifiée à ce jour, accordant la personnalité juridique aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité juridique;

Vu la Circulaire du 30 mai 2013 du Ministre des Pouvoir locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs locaux;

Vu la décision du Conseil communal du 28 septembre 2023 octroyant à l'a.s.b.l. "R.F.C. Wallonia Thisnes" une subvention d'investissement au montant de 40.000,00 € en vue d'entreprendre les travaux de démolition des anciens vestiaires, de l'ancienne buvette et de l'ancienne tribune le long du terrain ainsi que de sécurisation de l'éclairage du terrain en vérifiant l'installation électrique qui alimente les locaux de la J.S. Merdorp située rue du Coquiamont 14A à Merdorp - Hannut;

Considérant que l'a.s.b.l. "R.F.C. Wallonia Thisnes" a également introduit une demande visant à stabiliser un pylône sur le terrain de la J.S. Merdorp, rue du Coquiamont 14A à Merdorp - Hannut;

Considérant que la nature des activités qui se déroulent à la J.S. Merdorp sont utiles à l'intérêt générale et s'inscrivent parfaitement dans la politique et les objectifs poursuivis par la Ville dans le domaine culturel et associatif; que les gestionnaires produisent, à ce jour, les justificatifs attestant l'utilisation des subventions lui accordées antérieurement par la Ville;

Considérant qu'il importe de veiller à assurer que les activités de la J.S. Merdorp se déroulent dans les conditions acceptables;

Considérant le descriptif des travaux envisagés par l'a.s.b.l. "R.F.C. Wallonia Thisnes";

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal extraordinaire de 2023, sous l'article 764/522-52 (n° de projet 20230052) qui sera financé par prélèvement;

Considérant l'avis de légalité du Directeur financier en date du

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – Le Conseil communal décide d'octroyer une subvention d'investissement complémentaire à l'a.s.b.l. "R.F.C. Wallonia Thisnes"(numéro d'entreprise 0408.156.204) dont le siège social est situé rue de Wavre 169 à 4280 Thisnes - Hannut".

Article 2 – La subvention dont il est question à l'article 1er:

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente aux travaux à la J.S. Merdorp tels que les travaux sont décrits dans le devis annexé à la présente délibération;
- est estimée suivant ce devis, à un montant de 2.722,50 € TVA comprise, et ne pourra en tout état de cause excéder un montant de 3.000,00 €;
- sera liquidée:
 - en une ou plusieurs fois;
 - postérieurement à l'engagement des dépenses susmentionnées;
 - sur présentation par l'a.s.b.l. "R.F.C. Wallonia Thisnes" des pièces justificatives afférentes à ces dépenses (factures détaillées et annexes);

Article 3 – Les pièces justificatives visées à l'article 2 doivent être introduites auprès du Collège communal pour le 28 septembre 2024; à défaut, l'a.s.b.l. "R.F.C. Wallonia Thisnes" ne pourra plus prétendre à la perception des éventuelles subventions afférentes aux pièces justificatives produites après cette échéance.

Article 4 – L'a.s.b.l. "R.F.C. Wallonia Thisnes" devra sans délai rembourser la subvention octroyée au cas où elle:

- s'imposerait à un contrôle sur place de la Ville;
- n'utiliserait pas la subvention octroyée aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

Article 5 – De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget communal extraordinaire de l'exercice 2023 sous l'article 764/522-52 (n° de projet 2023 0052).

41. Démission d'un membre du Conseil communal - Prise de connaissance et acceptation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement son article L 1122-9 ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2018 du Gouverneur de la Province de Liège validant les élections communales du 14 octobre 2018 ;

Vu les délibérations du Conseil communal des :

- 3 décembre 2018 et ses modifications ultérieures, installant tous les membres du Conseil communal présentés par les groupes politiques "Liste du Mayor, PS, H⁺ et ECOLO", dont Monsieur Jean-Yves Laruelle, membre du groupe politique "LMR" ;
- 19 octobre 2023 prenant acte de la démission de Monsieur Jean-Yves Laruelle du groupe politique "LMR" ;

Considérant le courrier du 28 novembre 2023 de Monsieur Jean-Yves Laruelle présentant la démission de ses fonctions de Conseiller communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique – d'accepter, à dater de ce jour, la démission de Monsieur Jean-Yves Laruelle en qualité de Conseiller communal.

La présente délibération sera notifiée par la Directrice générale à l'intéressé.

42. Procès-verbal de la séance publique du 23 novembre 2023 - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement ses articles L 1122-16, L 1132-1 et L 1132 -2 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 adoptant un règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, et plus particulièrement ses articles 48 et 49 ;

Considérant que le procès-verbal des délibérations en séance publique du Conseil communal du 23 novembre 2023 a été dressé par la Directrice générale afin d'en conserver acte ;

Considérant que ledit procès-verbal est mis à disposition des conseillers communaux 7 jours francs au moins avant le jour de la séance ;

Considérant que la réunion du Conseil communal du 14 décembre 2023 s'est écoulée sans observation sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique - D'approuver le procès-verbal de la séance précédente.

Par le Conseil communal :

Le Secrétaire,

Le Président,

Amélie DEBROUX.
Directrice générale.

Emmanuel DOUETTE.
Député-Bourgmestre.